

Notre supplément
**AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de
P 8 & 9

PROJECT
SYNDICATE
AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

L'histoire nous éclaire
déjà sur l'avenir de l'IA



PAR DARON
ACEMOGLU¹
ET SIMON
JOHNSON²

- 1- Professeur d'économie au MIT
- 2- Ancien économiste en chef du Fonds monétaire international

Le financement dont les pays
en développement ont besoin



PAR RACHEL
GLENNERSTER

Professeure agrégée d'économie
à l'Université de Chicago

Les changements climatiques
constituent une plus grande
menace que prévu



PAR MANICA
BALASEGARAM

Directeur général
du Partenariat mondial
sur la recherche-développement
en matière d'antibiotiques (GARDP)

Les engrais ne résoudront pas
la crise alimentaire en Afrique



PAR SILKE
BOLLMOHR¹
ET HARUN
WARUI²

- 1- Fondatrice d'EcoTrac Consulting
- 2- Chef de projet en charge de l'initiative Route to Food au sein des bureaux de l'Heinrich Böll Foundation à Nairobi

APRÈS EXXONMOBIL
Un accord entre
Sonatrach
et Chevron signé
les prochains jours

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4

FAID
Vers la création
d'une banque
algérienne en Chine

P. 4



AADL3, PROGRAMME COMPLÉMENTAIRE, INVESTISSEMENT

Les annonces du président Tebboune à Khenchela

Lire l'article de A. Z. page 3



**AGRESSION
CONTRE GHAZA**

L'entité sioniste continue de massacrer les femmes et les enfants

Lire l'article de
Mohamed Mehdi page 2

Agression contre Ghaza L'entité sioniste continue de massacrer les femmes et les enfants

Mohamed Mehdi

Au 238^e jour de l'agression sioniste contre Ghaza, le nombre de victimes a atteint au moins 36.284 martyrs et 82.057 blessés, a annoncé, hier, le ministère de la Santé de l'enclave. Le ministère a ajouté que les attaques sionistes des précédentes 24 heures (mercredi) ont fait 60 martyrs et 280 blessés.

Hier, vendredi, l'armée sioniste a bombardé plusieurs régions à Ghaza, a accentué ses bombardements dans les zones du nord de l'enclave d'où elle s'est retirée dans la matinée, et a continué son opération à Rafah tentant d'élargir ses positions vers l'Ouest.

Un correspondant d'Al Jazeera a rapporté, hier, qu'au moins 13 personnes, dont des femmes et des enfants, sont tombés en martyrs et d'autres ont été blessés dans un bombardement israélien qui a visé trois maisons dans les camps de réfugiés de Nuseirat et Bureij, dans le centre de la bande de Ghaza.

Dans le bombardement de Nuseirat, 3 martyrs de la famille Darwish étaient des travailleurs humanitaires. Ils ont été ciblés alors qu'ils étaient dans leur véhicule dans la rue Al-Helu. Il s'agit de Tariq, Hamza et Abderrahmane Darwish.

Selon Hani Mahmoud, correspondant d'Al Jazeera English (AJE) à Deir el-Balah, «la famille dirigeait une cuisine qui fournissait des repas gratuits aux personnes déplacées». «Ce n'est pas la première fois que cette famille, bien connue à Nuseirat, est prise pour cible», a-t-il ajouté, précisant qu'un membre survivant de la famille lui a déclaré, lorsqu'il est arrivé à l'hôpital hier matin, «qu'il y avait encore d'autres personnes sous les décombres».

Par ailleurs, toujours selon des correspondants d'Al Jazeera, on a dénombré plusieurs martyrs et des blessés dans des bombardements ciblant des zones de la ville de Ghaza, dans le nord de l'enclave assiégée.

Il s'agit de deux martyrs de la famille Al-Baik, tués dans un bombardement perpétré par l'occupation à proximité du collège universitaire de Tal al-Hawa, au sud-ouest de la ville de Ghaza, et de deux blessés dans une attaque sioniste qui a visé un appartement résidentiel au carrefour Al-Sanafour, dans le quartier d'Al-Tuffah, à l'est de la même ville.

L'ARMÉE SIONISTE SE RETIRE DU NORD DE GHAZA

Sous les coups de la résistance, l'armée sioniste s'est retirée vendredi matin de Tal al-Zaatar, du «projet» Beit Lahia, de Beit Hanoun, de Jabaliya, et de toutes les zones du nord de la bande de Ghaza. Durant les 20 jours de l'opération terrestre, l'armée de l'occupation israélienne a perdu de nombreux soldats, dont 10 tués, et d'autres blessés dont certains

ont été faits prisonniers par les combattants des Brigades Ezzedine Al-Qassam.

La radio militaire israélienne a confirmé, hier, que 10 soldats ont été tués au cours de l'opération menée par la 98^e division dans le camp de Jabaliya, au nord de Ghaza, sur une période de 20 jours. La même source ne donne pas le nombre de soldats blessés, et ne parle même pas de ceux qui ont été faits prisonniers.

Mais pour compenser ses pertes en soldats, en chars et en véhicules militaires, et pour se donner l'illusion d'une victoire, à près de 8 mois d'agression, l'armée sioniste accomplit ce qu'elle sait le mieux faire : bombarder les civils, en majorité des femmes et des enfants, et détruit les infrastructures (écoles, hôpitaux, routes, puits d'eau douce) et des villes entières et les habitations.

Selon le porte-parole de la Protection civile palestinienne à Ghaza, Mahmoud Basal, dans une déclaration à Al Jazeera, durant l'opération de 20 jours à Jabaliya, «l'armée d'occupation a détruit une grande partie de la ville, dont plus de 1.000 habitations». Lors de sa déclaration, l'intervenant a décrit des «quartiers entiers réduits à l'état de ruines».

Après le retrait de ses troupes du nord de Ghaza, l'armée d'occupation israélienne a procédé à de violents bombardements sur les zones évacuées.

«Après le retrait israélien dans le nord de Ghaza, des cadavres affluent à l'hôpital Kamal Adwan», a rapporté un correspondant d'AJE.

«Je me trouve devant l'hôpital Kamal Adwan, qui a reçu des dizaines de cadavres de Beit Lahiya, Tal al-Zaatar et Sheikh Zayed. Le niveau des destructions est énorme. Les forces israéliennes ont détruit toutes les infrastructures et les installations d'égouts. Les civils tentent de rejoindre leurs maisons pour trouver tout ce qui peut leur servir, et les équipes de la Protection civile tentent de récupérer d'autres cadavres, mais ils ont du mal à avancer parce que les engins de l'armée israélienne ont détruit toutes les rues et toutes les infrastructures», a ajouté le journaliste.

Par ailleurs, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a déclaré, hier, avoir reçu des «informations horribles en provenance de Jabaliya», dans le nord de la bande de Ghaza, «faisant état d'enfants tués et blessés alors qu'ils s'abritaient dans son école durant ces dernières semaines». L'UNRWA a ajouté que des chars israéliens «ont encerclé les tentes de personnes déplacées» dans son école et les ont incendiées.

UNRWA : LES MALADIES INFECTIEUSES SE PROPAGENT ET IL N'Y A PAS DE VACCINS À GHAZA

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Plus que les «dérobades» de repentance et d'excuses de la France pour les crimes commis en Algérie durant 132 ans de

Le tumulte de l'histoire

colonisation, le refus de restitution des biens culturels et d'objets historiques et symboliques «spoliés» durant la période en question reste une position qui choque les bonnes consciences. Comment s'accrocher à des biens qui appartiennent à d'autres, qu'on sait pertinemment qu'ils ont été pillés, et qu'on expose fièrement au public dans les musées ? On n'a besoin ni de preuves ni d'attestations confirmant leur héritage pour déterminer l'origine de ces biens et objets historiques, pourquoi alors s'entêter à ne pas vouloir les rendre à leur propriétaire ? L'Algérie a renouvelé sa demande, en mai 2024, concernant la récupération d'objets «historiques et symboliques» qui sont conservés dans diverses institutions françaises.

L'Algérie souhaite les voir revenir sur leur terre d'origine «sous forme de gestes symboliques». Il s'agit d'une liste d'objets et de documents datant de la période coloniale (comprenant des effets personnels et militaires de l'Emir Abdelkader, des documents d'archives datant du XIX^e siècle et autres éléments de souveraineté avant et après 1830), qui ont été transmis au président français à l'occasion de la dernière réunion de la Commission mixte d'historiens algériens et français. Le dialogue mémoriel sur la table de cette commission vise

essentiellement à «renforcer les liens entre les deux pays sur des bases plus respectueuses du passé partagé», et la volonté politique du président Macron à

aller dans ce sens a été exprimée plus d'une fois, mais il reste d'autres complications, qui n'ont pas lieu d'être, et qui risquent de phagocyter cette volonté de réconciliation mémorielle entre les deux pays. Premier quiproquo, et pas des moindres, le projet de loi-cadre permettant la restitution des biens culturels, spoliés par la France durant la période coloniale, pas seulement en Algérie mais également dans plusieurs pays africains, a été retiré en avril dernier de l'ordre du jour des débats au Sénat, et «sans explications». Tant qu'on soutient en France que la restitution des biens culturels et objets historiques appartenant à d'autres nations doit passer par l'adoption d'une loi spécifique, cela risque sérieusement de faire perdurer le retour du patrimoine africain qui se trouve en France. Et quand on sait que pour l'Algérie, selon les déclarations du président Tebboune, qui a plusieurs fois martelé que «le dossier de la mémoire ne saurait faire l'objet de concessions ni de compromis, et restera au cœur de nos préoccupations jusqu'à son traitement objectif, audacieux et équitable envers la vérité historique», cette situation risque de garder le futur des relations entre les deux pays dans le tumulte de l'histoire. A moins d'accélérer le vote de cette loi-cadre, ce futur apaisé sera dur à concevoir.

Palestine (UNRWA) a souligné, vendredi, que les abris surpeuplés et le manque d'hygiène augmentent la propagation des maladies infectieuses dans la bande de Ghaza, dans un contexte de manque de vaccins et de médicaments.

«Les hôpitaux manquent de ressources de base à Ghaza», a déclaré, hier à AJE, Dr James Smith, un médecin urgentiste britannique qui a affirmé que le système de santé y est «complètement décimé». «Cela signifie que nous manquons des ressources de base nécessaires pour traiter les infections avec des antibiotiques de première intention ou pour endiguer les saignements avec les pansements les plus appropriés, etc.», a-t-il déclaré à Al Jazeera. «En plus des traumatismes que nous constatons, nous recevons chaque jour des dizaines de patients présentant une jaunisse, une suspicion

d'hépatite, de nombreuses personnes affamées et déshydratées présentant des infections très graves et d'autres problèmes médicaux», a-t-il ajouté.

AJE précise que Dr Smith «était initialement censé être à Ghaza pour une mission de deux semaines seulement, mais il s'y retrouve désormais bloqué». «Je dirais que je suis content de ne pas pouvoir quitter Ghaza pour le moment. Je pense qu'il est important pour nous d'être ici avec le peuple de Ghaza et le peuple de Palestine. Et il y a 2,1 millions de personnes bloquées à Ghaza», affirme encore James Smith.

Par ailleurs, le bureau des médias du gouvernement à Ghaza a déclaré vendredi que «plus de 98% des boulangeries» de l'enclave «ont cessé de fonctionner en raison du manque de gaz de cuisine» et «plus de 700 puits ont cessé de fonctionner

parce que l'occupation les a pris pour cible et a empêché l'entrée de carburant dans la bande de Ghaza».

A propos du blocage des aides, un responsable égyptien a nié, hier, qu'un accord ait été conclu avec Israël pour rouvrir le poste frontière de Rafah avec la bande de Ghaza, a rapporté la télévision égyptienne.

La chaîne publique de télévision égyptienne Al-Qahera News, citant une source de «haut niveau», a déclaré vendredi : des informations de médias faisant état d'un accord égypto-israélien visant à rouvrir le point de passage de Rafah vers Ghaza, dont le côté palestinien est occupé par l'armée israélienne depuis le début de mai, sont «sans fondement». «L'Égypte insiste sur le retrait complet d'Israël du point de passage comme condition pour reprendre ses activités», a déclaré la source à la chaîne égyptienne.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021.64.96.39 - Fax: 021.61.71.57
Pub Tél.: 021.64.96.44
Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

AADL3, programme complémentaire, investissement Les annonces du président Tebboune à Khenchela

Bain de foule, rencontre avec les notables et les représentants de la société civile, ainsi que des inaugurations de plusieurs projets vitaux, la visite de travail et d'inspection effectuée, jeudi, par le président Tebboune dans la wilaya de Khenchela a été appréciée à sa juste mesure par la population locale.

A. Z.

Une grande satisfaction se reflète à travers les réactions de la rue, notamment à propos de l'importance de faire sortir la wilaya de son isolement et de l'intérêt porté par le président de la République pour le développement de la wilaya de Khenchela et de toutes les régions des Hauts-Plateaux.

Après avoir été accueilli par les autorités locales, le président Tebboune, qui était accompagné du chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha et une forte délégation ministérielle, a entamé sa visite par l'inauguration et la mise en service de la ligne de chemin de fer reliant Khenchela et Ain Beïda (Oum El Bouaghi). Tout en saluant les efforts de tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce projet, entré en service, «alors que certains pensaient qu'il ne s'agissait que de promesses électorales», a-t-il relevé, affirmant que «l'ère des projets qui traînent des années est révolue, grâce aux efforts des cadres consciencieux».

Au niveau d'une seconde halte pour l'inauguration et la mise en exploitation du projet de déboulement de la route n°88, reliant les wilayas de Khenchela et de Batna sur un linéaire de 14 km, le chef de l'Etat a mis en exergue l'importance de cette route dans «la dynamisation de l'activité économique dans la région». En matière de programme de construction des logements, le président de la République a procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation de 600 logements publics locatifs au niveau du pôle urbain de la ville de Khenchela, où il a suivi également un exposé sur les secteurs de l'habitat, de l'agriculture, de l'hydraulique et des forêts dans la wilaya.

S'agissant du projet de réhabilitation du Barrage vert, le président de la République a mis l'accent sur l'impératif de la diversification des arbres, notamment dans les zones habitées, appelant à donner la chance aux jeunes d'y participer par des projets productifs.

A l'issue de sa visite, le président de la République a rencontré les notables et les représentants de la société civile dans la wilaya. A l'entame de cette rencontre, le président de la République s'est dit fier et honoré d'être dans la wilaya de Khenchela, qui, a-t-il dit, «n'a pas bénéficié de sa juste part des programmes de développement par le passé».

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS AU PROGRAMME AADL3 À PARTIR DU 5 JUILLET

Dans ce sillage, il a annoncé un deuxième programme complémentaire de développement pour cette wilaya, qui s'ajoutera au premier programme dont a bénéficié Khenchela, afin de rattraper le grand retard accusé en termes de développement dans cette wilaya, tout en n'écartant pas «la possibilité d'un troisième programme de développement pour cette wilaya à partir de 2025».

Le président de la République a également saisi cette opportunité pour annoncer l'ouverture des inscriptions au programme AADL3 à partir du 5 juillet prochain, tout en affirmant, concernant les programmes de logements dans la wilaya, qu'il a été décidé, à partir de ce jour d'ajouter un quota de 2.000 logements ruraux aux 4.000 logements ruraux déjà programmés», soulignant que les régions montagneuses «se verront attribuer une aide d'une valeur de 100 millions de centimes».

Dans un dialogue direct avec les représentants de la société civile, qui ont salué les positions honorables de la diplomatie algérienne en soutien à la cause palestinienne dans les fora internationaux, le président de la République a réitéré le soutien constant de l'Algérie en faveur des causes justes à travers le monde, en tête desquelles la cause palestinienne qu'il a qualifiée de «cause de tout le peuple algérien», en plus de son soutien à la cause sahraouie et à son peuple afin de lui permettre d'accéder à son autodétermination.

Lors de cette rencontre, le président de la République a écouté avec une grande attention les préoccupations et les propositions des citoyens de Khenchela qui ont unanimement salué l'intérêt particulier que porte le président de la République à la relance du développement dans cette wilaya, affichant leur soutien à la poursuite des réformes dans le cadre du processus d'édification de l'Algérie nouvelle.

Dans ce contexte, le président de la République a annoncé l'octroi d'avantages et d'incitations aux personnes désirant investir dans la wilaya de Khenchela, appelant les opérateurs à investir dans des projets «qui profitent aussi bien à eux qu'à la population de cette wilaya, en bénéficiant de plusieurs avantages». Non sans rappeler sa détermination à poursuivre les réformes à travers la révision du découpage administratif et des codes communal et de wilaya en vue de conférer davantage de prérogatives aux élus locaux.



Raïna Raïkoum

Belkacem Ahcène Djaballah

LE TEMPS DES «SACHANTS»

Ces derniers temps, on a vécu, en Algérie, trois événements qui, «exploités» par les malfaisants d'ici et d'ailleurs, ont donné une image plutôt assez négative de notre société profonde. Et, hélas, on en a bien d'autres. On a eu, d'abord, dans une ville de l'intérieur du pays, organisé par un «sachant» se disant «raqui», un énorme rassemblement (dans une grande salle) de concitoyens venus chercher, auprès de sa «bonne parole», du soulagement (quand ce n'est pas la guérison), à leur mal-être et/ou à leurs maladies. La justice (plutôt des juges), saisie de dossier par les autorités, l'a, nous dit-on, finalement acquitté. Le risque est, désormais, grand de voir «fleurir» (sic !), ici et là, cette forme de «médecine». Fleurir, tant il est vrai que les âmes tourmentées, réelles ou supposées, ne manquent pas. On a eu, ensuite, toujours à l'intérieur du pays, l'extraordinaire cas d'une prise d'otage qui a duré près de trente ans. Incroyable mais vrai ! La victime qui avait 16 ans au moment de sa disparition en 1996, a été retrouvée vivante après avoir été séquestrée par son propre voisin. Omar a été découvert caché dans un cachot souterrain sordide, enfoui sous des couches de paille dans le hangar de son ravisseur, un homme de 60 ans, fonctionnaire de son état, vivant seul, célibataire et sans enfants.

Cet homme, connu pour son isolement, avait réussi à cacher son crime pendant des années, sous le nez de ses voisins et des autorités. Il a fallu, semble-t-il, une dénonciation, car certains proches «savaient».

d'une excursion organisée par des associations et ce, semble-t-il, sans se soumettre préalablement aux règles de base élémentaires encadrant obligatoirement les excursions d'enfants et de scolaires : «négligence et non-respect des règlements et mesures organisationnels régissant de telles activités», «non-respect des mesures de prévention et de sécurité nécessaires pour la préservation de l'intégrité physique de ces enfants» et j'en passe. La justice, saisie du dossier, suit son cours, mais, on a déjà entendu des parents de jeunes victimes «excuser» l'encadrement. En attendant que la justice tranche sur tous ces douloureux et graves cas, le risque est désormais grand de voir «fleurir» mille et un petits pardons (on sait où le «grand pardon» des années 2000 nous a menés), porte ouverte à bien des lacunes organisationnelles d'une société qui se veut officiellement moderne. Trois événements, trois démarches qui montrent et démontrent que nous nous trouvons encore bien loin de ce que nous ambitionnons d'être, comme modernité. Publiquement. La faute à qui ? Pas à Voltaire. Pas à Rousseau. Les deux totalement bannis de notre culture. Et encore moins à «notre» immensissime Ibn Khaldoun, ce grand oublié. Ne nous restent que nos innombrables télé-numériques «sachants», grands manipulateurs de l'anecdote et de l'au-delà.

Attaf s'entretient avec le Secrétaire général de l'OCS



Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, s'est entretenu, vendredi à Pékin, avec le Secrétaire général de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), Zhang Ming, dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue en République populaire de Chine, chargé par le président de la République, M. Abdel-

madjid Tebboune, indique un communiqué du ministère.

La rencontre a été «l'occasion de passer en revue les voies et moyens d'établir et de développer des relations à caractère institutionnel entre l'Algérie et l'OCS, des relations multilatérales à même de renforcer les liens bilatéraux privilégiés que l'Algérie en-

tretient avec les pays membres de cette organisation, sur les plans politique et économique».

Les deux parties ont également échangé, à cette occasion, «les vues sur les développements éfrénés sur la scène internationale et les défis qui en découlent et qui imposent à l'organisation internationale de les relever de façon à préserver la sécurité et la paix internationales».

D'autre part, le ministre Ahmed Attaf s'est entretenu avec le vice-ministre des Finances chinois, M. Li Yunze avec lequel il a évoqué le suivi de la mise en œuvre des résultats de la visite d'Etat effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Chine au milieu de l'année dernière.

L'accent a été mis en particulier sur les relations de coopération entre les deux pays dans leur volet financier et sur les perspectives de les élargir en tenant compte des exigences du partenariat prometteur qui unit l'Algérie et la Chine, conclut le communiqué.

Après ExxonMobil Un accord entre Sonatrach et Chevron signé les prochains jours

El-Houari Dilmli

Huit grandes et très importantes découvertes dans le domaine des hydrocarbures ont été faites sur de nouveaux sites en Algérie depuis le début de l'année 2024, grâce aux efforts de Sonatrach», a annoncé le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Invité, mercredi, de la Télévision publique, Arkab a annoncé que de «grandes découvertes ont été faites, depuis le début de cette année jusqu'à la fin de la semaine dernière du mois de mai, des découvertes très importantes, au nombre de huit, qui permettront de renforcer les réserves nationales d'hydrocarbures, notamment en ce qui concerne le gaz naturel», a-t-il affirmé. Il a précisé que ces découvertes concernaient «de nouveaux gisements d'hydrocarbures situés à Béchar, au sud d'In Salah, au nord de Djanet, au sud d'Illi-zi et au nord de Ouargla».

Arkab a, par ailleurs, annoncé la signature d'un accord important entre Sonatrach et le géant des hydrocarbures «Chevron», dans les «prochains jours», ce qui permettra de «développer un grand gisement et d'augmenter la production nationale des hydrocarbures, et ce, après la signature, récemment, d'un mémorandum d'entente entre Sonatrach et «ExxonMobil» qui sera couronné par des contrats de développement avant la fin de l'année et contribuera au renforcement de la production de gaz naturel en Algérie». Il a, à ce propos, rappelé que Sonatrach a précédemment signé, dans le cadre de la loi sur les Hydrocarbures, entrée en vigueur en 2020, avec les plus grandes compagnies mondiales telles que les compagnies norvégienne «Equinor», italienne «Eni» et américaine «Occidental Petroleum», des contrats «importants» dans le domai-

ne de l'exploitation, du raffinage et de la production des hydrocarbures.

Réaffirmant la fiabilité de l'Algérie, en tant qu'exportateur de gaz naturel pour l'Europe et l'Asie, le ministre de l'Energie et des Mines a exprimé la détermination des Autorités algériennes à poursuivre leurs efforts pour approvisionner leurs partenaires en quantités importantes sur ces marchés, réitérant l'objectif de l'Algérie d'augmenter et d'intensifier la production de gaz». Dans le même sillage, Arkab a affirmé que l'Algérie a les capacités pour augmenter sa production de gaz à 200 milliards de m³ par an «à moyen terme», contre une production actuelle de 137 milliards de m³.

Le ministre a souligné que les réalisations importantes enregistrées dans le domaine du partenariat sont le résultat de la politique éclairée du Président Tebboune, visant à améliorer le climat d'investissement, se félicitant de «la dynamique que connaît l'Algérie dans de nombreux secteurs».

«700 MILLIONS D'AFRICAINS VIVENT SANS ÉLECTRICITÉ»

A une question sur les perspectives d'activité de transformation et de valorisation des ressources en hydrocarbures localement, Arkab a affirmé que l'objectif fixé est de porter le taux de valorisation d'environ 32 % actuellement à 50 % à l'avenir, dans le cadre de l'activité pétrochimique.

Le ministre a précisé que, conformément aux instructions du président de la République, l'exportation du minerai de fer et du minerai de phosphate «est désormais interdite pour leur transformation locale, ajoutant que, pour les hydrocarbures, un objectif a été fixé dans le cadre du plan d'action du gouvernement et du programme de Sonatrach

pour atteindre la transformation de 50 % du pétrole brut localement pour la fabrication des matières premières de l'Industrie manufacturière en Algérie, actuellement importées». Concernant l'électricité, le ministre a indiqué que le travail est en cours pour la réalisation d'un projet de raccordement du réseau électrique du nord du pays au réseau du Sud, précisant que les travaux sont actuellement au niveau de la wilaya d'El Meniâa, et que «ce mégaprojet était à même de renforcer l'électrification des exploitations agricoles dans le Sud, et de booster le développement de manière générale».

«64.000 exploitations agricoles, à travers le pays, ont été raccordées au réseau électrique», a encore indiqué le ministre, ajoutant que l'objectif escompté était d'atteindre 100.000 exploitations agricoles, en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Le ministre a également évoqué le projet d'interconnexion du réseau national électrique avec le réseau africain, en vue «d'accéder au marché africain, à travers des lignes de transport d'électricité de haute et très haute tension, parallèlement à une ligne ferroviaire allant jusqu'à Adrar et Tamanrasset». «L'idée est de savoir comment créer un réseau électrique africain unifié et interconnecté, sachant que 700 millions d'Africains vivent sans électricité», a précisé le ministre, soulignant que l'Algérie «est un pays fort en matière de production d'électricité et de maîtrise de l'énergie». Il a indiqué avoir eu de nombreuses rencontres avec des responsables africains, avec lesquels il a examiné les moyens de transfert de l'expertise algérienne dans ce domaine, rappelant l'importance du projet relatif à la ligne électrique qui s'étend vers l'Europe à travers l'Italie, pour l'exportation de l'électricité vers le marché européen.

CNESE

Indicateurs positifs dans plusieurs domaines

La présidente du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Rabia Kherfi a affirmé, jeudi à Alger, que le Conseil avait enregistré dans ses rapports des indicateurs positifs dans les domaines économique, social et environnemental, reflétant les efforts déployés par l'Etat pour améliorer le niveau de vie des citoyens et booster le développement afin de créer de l'emploi et diversifier l'économie nationale.

Lors de la 6e session ordinaire de l'Assemblée générale du CNESE, Mme Kherfi a précisé qu'il sera procédé, au cours de cette réunion, à la présentation et à l'examen de plusieurs rapports et documents, notamment «le rapport de conjoncture économique, sociale et environnementale de l'année 2023» et le «rapport sur le développement social et humain, réalisations clés et défis 2019-2023», à travers lesquels le Conseil a enregistré «des indicateurs positifs dans les domaines économique, social et environnemental, reflétant les efforts déployés par l'Etat algérien pour améliorer le niveau de vie des citoyens et booster le développement afin de créer de l'emploi et de diversifier l'économie nationale».

Dans son allocution d'ouverture des travaux de la séance publique, en présence de représentants de différents organismes officiels, institutions, organisations, représentants de la société civile et membres du Conseil, la res-

ponsable a mis en exergue les différents acquis sociaux, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'habitat et de l'amélioration du niveau de vie, en plus des indicateurs économiques positifs abordés en détail dans les deux rapports.

Parmi les données les plus importantes, elle a rappelé que l'année 2023 s'était caractérisée par «des indicateurs économiquement équilibrés et des progrès notables dans le domaine social, ce qui représente une base solide pour 2024 et les années qui suivront».

Parmi les principaux indicateurs en se basant sur les statistiques officielles, figure un taux de croissance économique encourageant réalisé par l'Algérie, estimé à 4,1% et un PIB de près de 260 milliards USD en 2023, tandis que la balance commerciale a enregistré un excédent d'environ 10 milliards USD vers la fin de l'année précédente, grâce à des exportations d'une valeur de 54,7 milliards USD avec une augmentation d'environ 3% par rapport à 2022, contre 44,3 milliards USD d'importations.

Elle a, en outre indiqué que les réserves de change ont atteint 69 milliards USD avec une croissance de 24% des recettes budgétaires en sus d'une augmentation des recettes fiscales pétrolières d'environ 20% outre les recettes ordinaires (+28 %) et fiscales (+17%), ainsi qu'une augmentation du volume des transac-

tions sur internet à un taux supérieur à 77 %.

Par ailleurs, elle a mis en exergue les réalisations de l'Algérie dans le secteur de l'énergie en renforçant sa position dans le marché mondial de l'énergie en 2023, devenant, ainsi le deuxième plus grand fournisseur de gaz naturel pour l'Union européenne avec une augmentation «remarquable» de ses exportations en matière de gaz liquéfié, précisant que le secteur de l'énergie demeure un secteur prometteur pour l'Algérie.

En ce qui concerne les indicateurs sociaux, elle a affirmé que l'Algérie a réalisé plusieurs acquis, y compris ceux accomplis en matière de droit, et ce, en ajoutant plusieurs législations relatives à la protection des droits des citoyens, outre de nombreux acquis sociaux.

Elle a cité, parmi les acquis, les revalorisations de la pension des retraites, la création de l'allocation Chômage et la promotion du rôle de la femme et des jeunes au sein de la société, outre «le progrès important réalisé au niveau de l'Indice de développement humain (IDH), atteint grâce aux efforts consentis par l'Etat dans les domaines de la santé et de l'Education, ainsi que la réalisation d'acquis importants en matière de sécurité alimentaire, et ce, grâce aux réalisations du secteur agricole qui a «connu un bond qualitatif ces dernières années».

Mme Kherfi a mis l'accent sur ces acquis

Faid

Vers la création d'une banque algérienne en Chine

Les services du ministère des Finances œuvrent actuellement à la création d'une banque algérienne en Chine, a annoncé, jeudi à Nairobi (Kenya), le ministre des Finances, Laaziz Faid, soulignant le rôle de ce type d'institution bancaire dans la promotion des exportations nationales.

«Après l'ouverture des banques algériennes en Mauritanie et au Sénégal, nous œuvrons pour la création d'une autre banque en Chine», a déclaré M. Faid à l'APS en marge de sa participation aux Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD).

Concernant la banque algérienne en Côte d'Ivoire, le ministre des Finances a affirmé que

les études relatives à ce projet prometteur avancent bien.

Par ailleurs, la banque algérienne en France, qui a obtenu récemment l'agrément des autorités monétaires françaises, «devra être inaugurée durant l'année en cours, après l'obtention des autorisations nécessaires de la Banque centrale européenne (BCE)».

Cette filiale de la BEA ouvrira cinq agences dans les villes françaises où vit une importante communauté algérienne, ajoute-t-il.

M. Faid est à Nairobi où il participe, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux des Assemblées annuelles 2024 du groupe de la BAD, qui se tiennent du 27 au 31 mai.

Algérie-Tunisie

Accord-cadre entre les agences du foncier touristique des deux pays

Un accord-cadre a été signé, jeudi à Alger, entre les agences du foncier touristique algérienne et tunisienne, visant à renforcer l'échange d'expériences et d'expertises dans le domaine de la gestion du foncier touristique.

L'accord a été cosigné par le Directeur général de l'Agence nationale du foncier touristique (ANFT), M. Mehnaoui Salim, et son homologue tunisien, M. Fethi Charfi, sous la supervision du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, et son homologue tunisien, Mohamed Moez Belhassine.

A cette occasion, le directeur général de l'ANFT a affirmé dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie de signature que cet accord «s'inscrit dans le cadre du jumelage entre les deux pays en matière d'aménagement touristique et de gestion immobilière dans les zones d'expansion

touristique». M. Mahnaoui a estimé que cet accord permettra à l'Agence nationale du foncier touristique de profiter de l'expérience tunisienne en matière de gestion du foncier touristique et de renforcer son expertise au profit des investisseurs. De son côté, le Directeur général de l'Agence tunisienne de foncier touristique, a souligné l'importance de la signature de cet accord qui vise essentiellement à échanger les expertises et les expériences dans le domaine de l'aménagement touristique entre les agences de foncier touristique des deux pays. M. Chorfi a rappelé que la formation en matière de gestion du foncier touristique vise à renforcer les capacités des deux parties dans la gestion du foncier touristique et l'aménagement touristiques et à jeter les bases des infrastructures pour la réalisation de projets touristiques.

BEM

Les assurances du ministre de l'Education

Le ministre de l'Education nationale, M. Abdelhakim Belaabed, a donné des instructions pour garantir un environnement «propice», lors de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), aux candidats aux besoins spécifiques ainsi que pour ceux qui sont hospitalisés.

M. Aziza

Intervenant jeudi dernier, lors d'une conférence nationale par vidéoconférence pour donner des instructions aux cadres de son secteur, à l'effet de mettre en œuvre les diverses opérations restantes liées à la clôture de l'année scolaire, le ministre a rappelé la nécessité de prendre en charge toutes les dispositions nécessaires pour le bon déroulement des épreuves du BEM.

Belaabed a ordonné de se conformer à l'organisation en vigueur relative à ces épreuves prévues ce lundi (du 3 au 5 juin). Il a ainsi mis l'accent sur la nécessité de faciliter les choses aux candidats aux besoins spécifiques, en leur garantissant un environnement propice et approprié. Sachant que pas moins de 818.439 candidats vont passer l'examen du BEM durant cette session de 2024, dont 1.356 élèves aux besoins spécifiques.

Pour rappel, des élèves autistes candidats ayant passé l'examen du BEM en 2023 avaient trouvé, selon l'association nationale de l'autisme, des difficultés en l'absence de leur accompagnateur au sein des classes d'examen. Des auxiliaires qui devaient les accompagner ont été interdits d'y accéder, sous prétexte de respecter la loi sur le déroulement des épreuves qui interdit l'accès aux établissements à toute personne étrangère au corps pédagogique.



Contacté par nos soins, Fayçal Nait Bouda, président de l'association de Prise en charge des enfants autistes de la wilaya de Bejaïa, a affirmé qu'il n'y a pas eu de nouvelles notes pour cette session. Notamment pour permettre aux auxiliaires de vie d'accompagner les candidats aux besoins spécifiques lors des épreuves. Mais, dit-il, et selon nos échos, le ministère de l'Education avait proposé de mettre ces élèves dans des classes à part, tout en désignant des enseignants qui vont leur permettre de passer l'examen dans des conditions appropriées. Il dira que son association avait tout de même adressé une requête au directeur d'éducation de la wilaya de Béjaïa, leur demandant de permettre la présence de son AVS (auxiliaires de vie) durant ces épreuves, ne serait-ce qu'à l'intérieur du centre d'examen, afin de parer à toute éventualité et aussi rassurer l'élève étant donné que c'est le mieux placé pour la compréhension de son comportement et doléances.

Les membres de l'Association nationale autisme algérien (l'ANAA) ont affirmé pour

leur part que «les auxiliaires autorisés à accompagner les candidats du BEM seront désignés par les organisateurs des examens, ça sera peut-être des enseignants, donc des étrangers et non pas ceux qui ont l'habitude de les accompagner durant l'année scolaire». Mais, disent-ils, ce qui est rassurant est le fait que les candidats aux besoins spécifiques qui ont déjà assuré le passage peuvent passer les épreuves ce lundi en toute quiétude et sans pression importante, parce qu'ils sont déjà admis d'office au palier supérieur (lycée), conformément à la réglementation qui est toujours en vigueur.

Le ministre a également souligné la nécessité du strict respect des dispositions liées aux méthodes, mécanismes, et les délais relatifs à la tenue des épreuves de rattrapage, prévues du 23 au 27 juin pour les trois cycles d'enseignement. Affirmant que les examens de rattrapage constituent une étape «très importante, préservant les efforts des élèves concernés en leur accordant une deuxième chance pour réussir».

M. Belaabed a évoqué, par ailleurs, les inscriptions des élèves en première année primaire, dont le délai a déjà expiré, soulignant «l'impératif du suivi minutieux des étapes subséquentes». Il a également affirmé dans ce sens que l'étude par les directeurs d'établissement des dossiers déposés avec les demandes d'inscription «se poursuivra jusqu'à mercredi prochain». Après quoi, les parents d'élèves ayant inscrit leurs enfants pourront retirer un accusé de réception de la demande d'inscription, du 6 au 15 juin, via leurs comptes sur l'espace qui leur est dédié dans le système d'information du ministère de l'Education nationale.

Le ministre a en outre mis l'accent sur «la nécessité d'assurer le suivi de la mise en œuvre des opérations pédagogiques et administratives restantes suivant un calendrier programmé, à l'instar du mouvement des personnels, de l'orientation et la réorientation, et autres».

Tlemcen Démantèlement d'un réseau de trafic de migrants

Les éléments de la Sûreté de wilaya de Tlemcen ont réussi, récemment, à démanteler un réseau criminel, dont les membres s'appropriaient à faire sortir des migrants hors du pays de manière clandestine, a-t-on appris, vendredi, d'un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Cette opération a été menée par les éléments de la brigade de lutte contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains, relevant du service de wilaya de la police judiciaire de la sûreté de wilaya, suite à des patrouilles de police effectuées au centre de ville de Tlemcen, ayant permis l'arrestation d'un individu suspect qui, après la vérification de son identité, s'est avéré être un ressortissant marocain résidant illégalement dans le pays, selon la même source.

L'enquête menée auprès du mis en cause a révélé la présence de sept autres ressortissants marocains résidant illégalement dans la wilaya de Tlemcen, qui ont été arrêtés. Ces derniers s'appropriaient à quitter clandestinement le territoire national par voie terrestre avec l'aide de quatre individus, en échange d'une somme d'argent conséquente, a ajouté la même source.

Dans le cadre de cette opération, des sommes d'argent en monnaie nationale et en devises étrangères ont été saisies. Le réseau criminel s'appropriait également à faire sortir ces sommes d'argent hors du pays, a-t-on indiqué.

Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des huit individus arrêtés, qui ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes, a-t-on souligné.

Formation paramédicale

Les diplômés des écoles privées veulent des emplois

M. Aziza

Se sentant lésés et marginalisés, les diplômés des écoles paramédicales «privées» ont sollicité à travers l'Observatoire national des diplômés des écoles paramédicales privées, qui relève du Forum national de la jeunesse, l'intervention du président de la République. Et ce pour que les autorités compétentes prennent des mesures ou des dispositions qui placeront les paramédicaux issus des écoles privées sur le même pied d'égalité que ceux du secteur public, notamment en matière de recrutement. Ils réclament le recrutement direct après la formation, sachant que les diplômés des instituts nationaux de formation paramédicale du secteur public sont employés immédiatement à la fin de formation, tandis que les étudiants diplômés de l'école privée de formation paramédicale se trouvent malheureusement confrontés «au chômage et à un sort inconnu en matière d'emploi».

Pourtant, affirment les concernés, les écoles privées de formation paramédicale ont été créées sur la base de l'arrêté ministériel n°73-81 du 23 novembre 1998, qui comprend la loi fondamentale des écoles de formation paramédicale. Elles sont d'ailleurs agréées par le ministère de la Santé. L'école privée de formation paramédicale forme les étudiants selon les spécialités suivantes : infirmiers et auxiliaires de santé publique, aides chirurgiens-dentistes de santé publique et agents de garde d'enfants de santé publique. Les programmes de formation sont conformes aux objectifs fixés par le ministère de la Santé, et leur mise en œuvre est supervisée par un directeur des études, qui est professeur paramédical. Ils insistent sur le fait que les écoles privées de formation sont sous la tutelle permanente du ministère de la Santé, représenté par la Direction de la formation et l'Institut national de la santé.

Les membres de l'observatoire ont tenu à affirmer que les étudiants des écoles privées de formation paramédicale sont soumis à une formation théorique et à une formation pratique appliquée, au même titre que ceux du secteur public. Et ils passent les examens finaux (examens théoriques et pratiques ainsi qu'un examen écrit au niveau des instituts nationaux de formation paramédicale, le même jour avec les étudiants des instituts nationaux). Ces derniers, explique-t-on, reçoivent des certificats après l'obtention de leur diplôme et à l'issue d'une période de formation de deux ans. Un diplôme signé par le ministère de la Santé, qui permet aux étudiants de ces écoles privées de travailler également dans des établissements de santé publics et privés.

Les rédacteurs du rapport ont souligné que les instructions du ministère de la Santé stipulent que les étudiants diplômés des écoles privées de formation paramédicale sont employés en fonction de la disponibilité des postes existants, issus du processus de recrutement des diplômés des instituts nationaux de formation paramédicale ou de la disponibilité des postes vacants au niveau de la santé publique. Mais, les diplômés des écoles privées bénéficient rarement de ces postes, souligne-t-on. Et d'affirmer, en outre, que les instructions du ministère de la Santé stipulent également que les étudiants diplômés des écoles privées de formation paramédicale ont droit à un emploi au niveau des établissements de santé privés. Mais, regrettent-ils, les propriétaires de ces établissements ne sont pas soumis aux lois de l'emploi public et ils ne respectent pas ces instructions. «Ils préfèrent employer des retraités des institutions publiques de santé ou des employés qui travaillent dans le secteur public pour éviter de les assurer en matière de sécurité sociale et de payer des droits d'assurance», attestent-ils.



30.000 DIPLÔMÉS ISSUS DE LA FORMATION PARAMÉDICALE «PRIVÉE»

Les rédacteurs du rapport s'interrogent : «pourquoi le ministère de la Santé ouvre-t-il chaque année des concours d'admission à la formation paramédicale et leur attribue des milliers de postes financiers, alors qu'il sait qu'il y a plus de 30.000 diplômés issus des écoles paramédicales privées qui sont au chômage ?». Et ils se demandent aussi pourquoi le ministère de la Santé accorde-t-il des accréditations aux écoles privées pour la formation paramédicale et leur accorde annuellement des places pédagogiques et des licences pour former chaque année des milliers d'étudiants sans les employer ?

Sachant que les étudiants des écoles privées de formation paramédicale paient des sommes exorbitantes pour recevoir cette formation, ce qui contribue à alléger la charge du Trésor public. Sans parler de leur dévouement

au moment de la crise. Pendant la période de pandémie de la Covid-19, et en raison de la saturation et de l'augmentation des cas de patients dans les établissements de santé publique, les responsables de ces institutions ont envoyé des appels aux diplômés des écoles privées de formation paramédicale afin de se porter volontaires. «Beaucoup d'entre eux ont répondu à l'appel afin de soutenir les patients et le personnel médical», affirment les rédacteurs du rapport. A travers cette requête, les concernés essaient de faire des propositions qui peuvent être retenues pour redonner espoirs aux jeunes formés. Ils ont proposé d'arrêter le processus d'ouverture des concours d'admission à la formation paramédicale pour une période et orienter les postes attribués pour ces concours aux diplômés des écoles paramédicales privées et les employer, au moins pour réduire le chômage dont souffre cette catégorie de diplômés. Ils demandent d'assurer l'emploi direct des étudiants diplômés des écoles privées au même titre que ceux du secteur public.

La pénétrante autoroutière et la ligne ferroviaire pour boucler la boucle L'extension du port d'Arzew opérationnelle avant fin 2026

Houari Saaïdia

Alors que les responsables du projet d'extension du port d'Arzew mettent toutes voies dehors pour achever les travaux dans les délais contractuels, voire même avec une longueur d'avance par rapport à l'échéance de septembre 2026, la connexion de cette infrastructure portuaire à l'autoroute Est-Ouest s'impose de plus en plus. Pour un port qui verra en effet son trafic passer du simple au double, y compris le segment lié à l'import-export des marchandises hors hydrocarbures, le transport routier doit être impérativement mis à niveau -au même titre que le transport ferroviaire- et ce par le biais d'une interconnexion optimale avec le réseau autoroutier local, régional et national. Le transport terrestre avec ses deux modes ferré et routier devant être nécessairement mis au diapason avec la mutation que s'approprie le port d'Arzew, y compris bien évidemment dans sa chaîne logistique globale, il est donc urgent de concrétiser le projet de la pénétrante portuaire d'Arzew. Et cela doit commencer par la levée du gel sur ce programme et son inscription à nouveau dans la LF 2025, ou dans la LF 2026 au plus tard, avec accélération des procédures de marché et réduction au maximum des délais d'exécution. L'idéal aurait été, à vrai dire, que la ligne ferroviaire et la liaison autoroutière soient là, fin prêtes, quand le port d'Arzew en finira avec ses divers chantiers d'extension. Ceci n'étant pas possible selon toute vraisemblance -la faute à ce terrible frein à main financier qui immobilise toujours la pénétrante portuaire- l'on peut espérer

au moins que l'intervalle de déphasage entre la fin d'extension du port et l'arrivée de sa nouvelle connexion autoroutière Est-Ouest soit le plus court possible.

LE DÉGEL DU PROJET DE LA PÉNÉTRANTE PORTUAIRE : UNE PRIORITÉ

L'étude du projet de la pénétrante du port d'Arzew a été confiée en 2015 au bureau d'études SETOR. Il est question de relier l'infrastructure portuaire à l'autoroute Est-Ouest, comme cela est en train de se faire pour le port d'Oran -localement-mais aussi pour l'ensemble des ports du pays dans le cadre d'un schéma national. Relevant du vaste programme d'investissement public, à savoir le programme complémentaire de soutien à la croissance, au titre de l'exercice 2010, ce projet a un double objectif. D'abord, il permettra de relier le port d'Arzew à l'autoroute Est-Ouest. Ensuite, il mettra en place une jonction autoroutière, entre l'infrastructure portuaire d'Arzew et la bretelle autoroutière d'Oran. Prévue sur un linéaire de 40 km, cette liaison routière comprendra des ouvrages d'art et des échangeurs. On sait déjà que le tracé de cette jonction autoroutière passera par les territoires de six grandes localités : Arzew, El Mogoun, Hassi Mefsoukh, Benfréha, Boufatis et Oued Tlélat. Cette connexion autoroutière est qualifiée de vitale, à moyen terme, par les gestionnaires du port d'Arzew, dont le trafic maritime, y compris hors hydrocarbures, ne cesse de croître. De leur point de vue, elle vient en amont avec le projet d'extension de ce port.

L'extension porte sur l'aménagement d'une aire de 25 hectares, de

deux grands quais, pour traiter environ 6 millions de tonnes supplémentaires de marchandises hors hydrocarbures.

DOUBLEMENT DU TRAFIC PORTUAIRE A COURT TERME

Ce projet est à même d'atténuer la tension sur le port qui ne cesse de connaître une dynamique de trafic de marchandises hors hydrocarbures, à l'instar de l'urée, le fer, le ciment, le gypse, le bois, outre la résorption de plusieurs effets collatéraux tel que le stationnement prolongé et fort contraignant des camions au port et le long de la façade maritime d'Arzew.

L'étude prévoit la mise en place de 6 postes à quai : 3 pour les hydrocarbures et 3 pour les marchandises diverses, notamment les solides, avec des tirants d'eau de 14 m. Le futur bassin est projeté à côté de la jetée secondaire. Outre les complexes qui étaient alors en phase d'étude ou de réalisation, la nouvelle configuration de l'enceinte portuaire du port d'Arzew devait prendre en charge d'autres exportations, dont celle résultant du projet initié dans le cadre du partenariat Sonatrach/Total, le complexe de vapocraquage d'éthane et le projet de méga-train de GNL d'Arzew. Autant de projets qui rendent nécessaire cette extension, laquelle se traduirait par 25 ha en superficie d'entreposage et de stockage. Le projet est supervisé par l'Entreprise nationale de construction et de réparation navale (ERENAV) et les travaux sont confiés à un groupe algéro-chinois (Cosider et Meditram-Shac) pour un délai n'excédant pas 39 mois, à compter de mai 2023, pour une enveloppe de 45 milliards DA.

La direction de l'éducation passe en revue les derniers préparatifs 31.466 élèves attendus aux examens du Bac 2024



K.Assia

A une semaine de l'examen du baccalauréat 2024 qui se déroulera du 9 au 13 juin prochain, une formation au profit des présidents des centres d'examen s'est déroulée au siège du lycée Ouaria Abdelkader dans la localité de Sidi Maârouf. Ce stage supervisé par le directeur de l'éducation a vu la présence des représentants de la police et de la gendarmerie, des chefs de service d'orientation et des examens, celui de la programmation et du suivi et enfin le responsable du service des finances et des moyens de la direction de l'éducation en plus du chef de centre chargé de la collecte, du compostage et du codage des copies. Sur ce, un aperçu détaillé sur tous les aspects organisationnels de cet examen a été présenté par le premier responsable du secteur de l'éduca-

tion de sorte que des orientations et des conseils ont été donnés aux membres présents d'être au rendez-vous en matière de préparatifs tant sur le plan humain que sur le plan des moyens. Il a également mis l'accent sur la nécessité de réunir toutes les conditions notamment en matière de transport, de gestion, d'équipements, d'encadrement et aussi de restauration pour que ces centres soient prêts et garantir ainsi la réussite et le bon déroulement de l'examen du Bac 2024.

Par ailleurs, les intervenants de la police et de la gendarmerie se sont penchés sur l'aspect lié à la sécurité des établissements et des centres d'examen et sur le dispositif mis en place pour garantir toutes les conditions afin d'assurer le bon déroulement de cette épreuve. Il s'agit essentiellement de la sécurisation des centres d'examen, celle du transfert des sujets, la protec-

tion et la sécurisation de la distribution des sujets à partir des centres de conservation vers les centres d'examen, l'accompagnement et la protection du transfert des copies vers le centre de collecte, de compostage et aussi de codage et aussi les centres de correction. Par ailleurs, 31.466 candidats passeront les examens du Bac 2024 fixés du 9 au 13 juin prochain à travers les 100 centres. Notons qu'une commission de wilaya chargée de la coordination et du suivi des examens du BEM et du Bac de l'année 2023-2024 a été installée dernièrement par le wali d'Oran. Celle-ci a pour mission l'encadrement du personnel, le renforcement des agents et des surveillants, la mise à la disposition des centres de tous les moyens matériels et les équipements nécessaires pour le bon déroulement des épreuves en plus de leur aménagement.

Séminaire sur la prévention dans les chantiers du BTPH 2.170 accidents du travail enregistrés en 2023

J. Boukraa

Les travailleurs du secteur du bâtiment et des travaux publics et de l'hydraulique sont souvent exposés à des accidents du travail graves et parfois mortels. Dans ce cadre, l'agence d'Oran de la Caisse de la sécurité sociale a organisé jeudi une rencontre sur les mesures de prévention des accidents professionnels dans ce secteur sous le thème « d'évaluation des risques du travail dans les chantiers du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH) ». En présence du directeur de la prévention des accidents du travail à la direction générale de la CNAS, Matari Djamel, le séminaire a réuni des experts en médecine du travail, des représentants des entreprises publiques, privées et étrangères, ainsi que des services de la protection civile et avait pour objectif de sensibiliser à l'importance du rôle de la CNAS dans la préservation de la sécurité et de la santé des travailleurs.

En effet, l'agence d'Oran de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a enregistré plus de 2.170 accidents du travail au cours de l'année précédente, dont 44 ont été mortels, selon Ben-tabet Hania, cadre de la cellule de prévention des accidents du travail et des

maladies professionnelles. 283 de ces accidents se sont produits dans les chantiers du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, représentant ainsi 13% du total des incidents enregistrés. Les accidents mortels dans ces trois secteurs représentent 36% du nombre total. Le Dr Matari Djamel a souligné l'importance d'instaurer une culture de prévention pour protéger la santé des travailleurs. Il a mis l'accent sur la nécessité de sensibiliser les employeurs et les travailleurs, soulignant les efforts de la CNAS pour organiser des réunions de sensibilisation à travers le pays.

Les interventions ont mis en avant les actions de la Caisse, notamment à travers la cellule de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, chargée de mener des inspections sur le terrain pour vérifier le respect des obligations des employeurs en matière de sécurité. Mehdi Rahal, directeur de l'agence CNAS d'Oran, a souligné le rôle de la CNAS en tant que partenaire des entreprises, notamment à travers la surveillance des entreprises pour garantir la protection des travailleurs. La CNAS participe également aux enquêtes sur les accidents du travail afin de confirmer leur nature professionnelle et sensibilise sur la nécessité de fournir une protection adéquate aux victimes.

Hébergement chez l'habitant durant la saison estivale Une douzaine d'autorisations octroyées par la direction du tourisme

Douze autorisations ont été accordées dans la wilaya d'Oran pour exercer l'activité touristique dans le cadre de la formule « hébergement chez l'habitant », en prévision de la saison estivale 2024, a-t-on appris auprès du directeur du tourisme et de l'artisanat. L'opération s'inscrit en application de la circulaire conjointe des ministères du Tourisme et de l'Artisanat et de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire de 2012, qui fixe les modalités d'hébergement chez l'habitant, a indiqué M. Bakel, directeur du tourisme à l'APS.

Les permis pour exercer cette activité concernent des zones situées dans trois communes côtières: Oran, Ain El Turck et Bousfer, a-t-il fait savoir, notant que l'opération est en cours et que les dossiers émanant à raison d'un à trois successivement aux communes côtières habilitées à délivrer les permis, selon la même source.

En préparation à la saison estivale

Les Planteurs Un réseau démantelé et plus de 37.000 comprimés psychotropes saisis

Une quantité de 37.780 comprimés psychotropes de différentes marques a été saisie par les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire BMPJ des Planteurs. En effet, cette opération de qualité vient dans la continuité des actions menées, depuis des mois, dans le cadre de la lutte contre la commercialisation des stupéfiants de sorte que ces éléments

de la BMPJ relevant de la sûreté d'Oran ont démantelé un réseau composé de deux individus dont une femme et ont également saisi un montant de 54 millions de centimes provenant des activités illégales et 9 armes blanches de différentes tailles. Les investigations se poursuivent et les mis en cause seront présentés au tribunal après enquête.

K. A.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

ZOUHIRI Sakina, 86 ans, Maraval
BOUSELTA Badra, 81 ans, Choupot
TAIBI Med, 44 ans, Belgaid
KADOURI Miloud, 76 ans, Gambetta

Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 dhou el qida 1445				
El Fedjr 04h04	Dohr 13h01	Assar 16h51	Maghreb 20h17	Icha 21h53



Tlemcen

Des médecins dénoncent
«l'absence de dialogue»

Le vice-président du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP), Laaradj Mourad, a exhorté à Tlemcen, les responsables des structures et établissements de santé à «favoriser le dialogue social, la concertation et la proximité avec l'ensemble des praticiens de santé publique, afin d'améliorer la situation du secteur et des partenaires sociaux, et assurer aux citoyens, les meilleures prestations sanitaires».

Khaled Boumediene

Dans allocution à l'ouverture du conseil national du SNPSP, qui s'est tenu, mercredi dernier, au niveau de la bibliothèque du CHU de Tlemcen, Laaradj Mourad a souligné qu'«un climat social apaisé a des retombées positives sur les pratiques de santé, la performance individuelle et collective dans le milieu sanitaire, la résolution des problèmes et la stabilité sociale de manière globale ». Le vice-président du SNPSP a réagi dans ce cadre au climat social qui s'est dégradé au niveau de l'établissement public hospitalier (EPH) de Maghnia et les tensions que vit au quotidien le personnel soignant, qui a, à maintes reprises dénoncé « les décisions arbitraires et l'absence du dialogue

et des discussions ». A ce titre, le représentant du syndicat du SNPSP de la wilaya de Tlemcen et membre du bureau national, Mohamed Amine Benhammou, a pour sa part, exprimé son inquiétude face à la situation préoccupante des praticiens de santé, et dénoncé, en présence des présidents des bureaux du SNPSP des wilayas d'Ain Témouchent, Sidi Bel-Abbès et Mostaganem ainsi que les présidents des bureaux locaux de la wilaya de Tlemcen, une absence de dialogue de la direction de la santé et de la population avec le SNPSP.

Lors de cette rencontre, les différents intervenants du SNPSP ont abordé un nombre de questions et de dossiers intéressant cette catégorie de praticiens de santé, notamment le statut des praticiens de la santé généralistes et spécia-

listes, le service civil, le régime indemnitaire et les commissions paritaires. Lors du débat, les participants ont évoqué certaines contraintes liées à la nécessité de la révision du statut particulier du médecin. D'autres points ont également été soulevés par les médecins, tels le logement de fonction, le régime des primes et indemnités de garde, de formation et de pandémie, le volume horaire et la prise en compte du temps de travail consacré à la garde, la révision des mesures d'ouverture des points de garde dans différents lieux de la wilaya avec une meilleure efficacité et une étude de terrain en assurant les ressources humaines adéquates et le plateau technique nécessaire et ce en concertation avec les recommandations des conseils médicaux, selon les intervenants.

L'hôpital de Marsa Ben M'hidi
ouvert en juillet

Un hôpital de 60 lits entrera en service, le 5 juillet prochain dans la commune de Marsa Ben M'hidi, selon un communiqué de la cellule de communication de la wilaya.

La même source a précisé que le taux d'avancement des travaux de réalisation de cette structure sanitaire a atteint 85% et que les travaux d'aménagement extérieurs liés aux réseaux d'électricité et de gaz, de raccordement à l'eau potable

et autres et seront achevés entre le 20 et le 30 juin prochain. D'autre part, les contrats et accords avec les fournisseurs ont été tous approuvés pour procéder, ensuite, à la dotation de cet hôpital de tous les équipements nécessaires, notamment ceux liés à la radiologie, IRM, aux laboratoires et autres, une fois les travaux d'aménagement externe achevés, selon le communiqué.

Cette structure médicale permettra de

prendre en charge les patients résidant dans les environs de la commune de Marsa Ben M'hidi, en leur assurant des prestations sanitaires de qualité et de prendre en charge les vacanciers malades en provenance de l'intérieur et de l'extérieur du pays, selon le communiqué. A noter que la commune de Marsa Ben M'hidi attire, chaque année, plus de 4 millions de vacanciers durant la saison estivale.

Relizane

Un trafic de drogue démantelé

Les services de la Gendarmerie nationale à Relizane ont mis fin aux activités d'un réseau criminel international, composé de quatre individus, spécialisé dans le trafic de drogue, avec la saisie de 5 kilos de kif traité et 500 comprimés de psychotropes, a-t-on appris, jeudi, auprès du groupement territorial de ce corps de sécurité.

La même source a expliqué que "cette opération a été menée, récemment, par des éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Merdja Sidi Abed, en coordination avec

la section de sécurité et d'investigations de la Gendarmerie nationale à Oued R'hiou, lors d'un service de police de la circulation au niveau de la route nationale RN4, reliant les communes d'Oued R'hiou et de Merdja Sidi Abed".

Cinq kilos de kif traité et une somme d'argent estimée à 280.000 DA ont été découverts dans le coffre arrière d'un véhicule, soigneusement dissimulés à l'intérieur d'un sac-à-dos, a-t-on indiqué.

Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales, en

coordination avec le parquet local, une extension de compétence a été effectuée à plusieurs wilayas du pays, où 500 comprimés de psychotropes et 53.000 DA ont été saisis, selon la même source, qui a fait état de l'arrestation de quatre individus, dont une femme, et la saisie d'une voiture et de quatre téléphones portables.

Une procédure judiciaire a été engagée contre les suspects, qui seront présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes, une fois l'enquête achevée.

Timimoun

BEM et Bac : ouverture de nouveaux
centres d'examen

De nouveaux centres d'examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat seront ouverts au titre de cette session dans la wilaya de Timimoun, a-t-on appris jeudi de la direction locale de l'éducation.

Cette opération de déploiement des structures d'examens devant accueillir les épreuves finales s'inscrit au titre des efforts tendant à rapprocher les centres d'examens des candidats, scolarisés et libres pour le BEM et BAC, leur épargnant les déplacements sur de longues distances pour passer ces épreuves, a indiqué le Directeur de l'éducation, Fayçal Ramadaniya.

L'on relève, à ce titre, l'ouverture de deux (2) centres d'examens du BEM dans les communes du chef-lieu de la wilaya et de Deldoul, 150 km de Timi-

moun, à l'effet de permettre aux candidats de ces régions de subir leurs épreuves dans de bonnes conditions.

Le même responsable a fait part également de l'ouverture d'autres centres d'examens pour les candidats libres au niveau des dairas d'Ougrout, Tinerkouk, Cherouine, leur épargnant les déplacements vers le chef-lieu de la wilaya.

A ces efforts tendant à réunir les bonnes conditions pour le déroulement des examens, vient s'ajouter l'équipement des centres d'examens en moyens de climatisation nécessaire à la faveur de l'acquisition, sur budget de wilaya, de 30 climatiseurs, en sus de la mise en place d'une cellule de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz, Sone gaz, chargée d'assurer l'alimentation continue en énergie, durant les pé-

riode des examens. Dans le même cadre des préparatifs, la direction de l'éducation de la wilaya de Timimoun a fait part de l'élaboration d'un plan de transport des candidats et encadreurs aux centres d'examens, l'hébergement et la restauration des candidats issus des Ksour et zones reculés au niveau des internats relevant du secteur de la formation professionnelle.

Pas moins de 3.894 candidats, dont 35 libres, aux épreuves du BEM composeront lundi prochain au niveau de 16 centres d'examens, et 4.092 candidats au BAC, dont 1.618 libres, sont convoqués au niveau des 17 centres d'examens mobilisés au niveau de la wilaya de Timimoun, selon les données avancées par le secteur de l'éducation de la wilaya.

Mascara

Une dizaine
de familles relogées

Au total, 10 familles qui vivaient dans des habitations précaires dans la commune de Oued Taria ont été relogées, jeudi, dans de nouveaux logements, a-t-on appris du chef de la daïra de Taria, Bessaoud Farid.

Cette opération a ciblé les familles qui vivaient dans trois sites précaires, à savoir «cité 246 logements», «Chaab» et à proximité de l'oued qui traverse la ville de Oued Taria, qui ont été relogées dans de nouveaux logements à haï «40 logements», dans cette même ville, dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP), a indiqué M. Bessaoud.

Dans le cadre de la même opération, les anciennes bâtisses qu'occupaient ces familles

ont été démolies dès l'achèvement de l'opération de relogement, ce qui a permis de récupérer les assiettes foncières sur lesquelles devront être édifiés des projets d'habitation, ainsi que des équipements publics, a expliqué le même responsable.

Par ailleurs, les services de la daïra prévoient, prochainement, une autre opération de relogement de 10 familles, vivant dans des habitations précaires dans la ville de Oued Taria, dans le cadre du même programme, selon M. Bessaoud.

A rappeler que la ville de Oued Taria avait connu, à la fin de l'année écoulée, une opération de relogement de 20 familles qui vivaient dans de vieilles bâtisses à haï "40 logements".

Saisie de viande
impropre

à la consommation

Belkecir Mohamed

Les membres de la commission sanitaire ont effectué des opérations de contrôle de fast-food à Sig. Une dizaine de ces restaurants, situés au centre-ville, ont été inspectés. Les inspec-

teurs ont saisi 15 kg de poulet congelé, 49 poulets rôtis et de la viande hachée. Cette marchandise, de qualité douteuse, comme l'a confirmé le vétérinaire, a été détruite et des procès verbaux ont été dressés à l'encontre des contrevenants.

Le grillage du jardin
"Tifariti" volé !

Quel spectacle pour les passants que de voir un espace public, en plein centre-ville, délesté de ses barreaudages qui servaient de grilles de protection et d'embellissement de ce grand jardin central érigé au beau milieu des quartiers situés à l'Est de la ville. Cette infrastructure appelée communément "Tifariti" en forme

triangulaire près du rond-point des Lions a été vandalisée par des inconnus qui ont emporté des panneaux métalliques.

Les malfaiteurs profitaient de la nuit pour commettre leur méfait. Ce vaste espace vert recevait quotidiennement du monde mais est actuellement déserté.

B. M.

Chlef

Sonelgaz prend
les devants

Abbad Miloud

À la veille des examens du brevet d'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat, session de juin 2024, la direction de la distribution de l'électricité et du gaz de Chlef a pris des mesures exceptionnelles pour assurer une meilleure qualité et continuité de service.

Il s'agit du renforcement de la permanence, la mise en place de 18 équipes techniques composées de 60 agents qui interviennent, de jour

comme de nuit, au niveau de tout le territoire de la wilaya en plus des équipes de petites interventions présentes au niveau des 10 agences commerciales.

La direction précise dans un communiqué que tous les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés pour assurer des interventions efficaces et dans des délais très réduits. Il est précisé également que les abonnés peuvent téléphoner en cas de panne au 3303, 24 heures sur 24.

L'histoire nous éclaire déjà sur l'avenir de l'IA

PAR DARON ACEMOGLU⁽¹⁾
ET SIMON
JOHNSON⁽²⁾



1- Professeur d'économie au MIT*
2- Ancien économiste en chef du Fonds
monétaire international**

En réalité, plusieurs pistes sur la manière d'y répondre existent dans les travaux de David Ricardo, l'un des fondateurs de l'économie moderne, qui a directement assisté à la révolution industrielle britannique. L'évolution de sa pensée ainsi que certains points ignorés par Ricardo nous fournissent de nombreux enseignements utiles dans la période actuelle.

Les leaders technologiques du secteur privé nous promettent un avenir meilleur : moins de stress au travail, moins de réunions ennuyeuses, davantage de temps libre, peut-être même un revenu universel de base. Devons-nous cependant y croire ? Beaucoup de gens pourraient simplement perdre ce qu'ils considèrent comme un emploi de qualité, et se retrouver contraints de travailler pour un salaire plus bas. En effet, les algorithmes s'attèlent d'ores et déjà à certaines tâches qui, pour l'heure, nécessitent le temps et l'attention d'êtres humains.

Dans son œuvre majeure de 1817 intitulée *Des principes de l'économie politique* et de l'impôt, Ricardo porte un regard positif sur les machines, qui ont déjà transformé le filage du coton. En phase avec la conception dominante à l'époque, il déclarera dans une formule célèbre devant la Chambre des communes : « Les machines n'ont pas réduit la demande de main-d'œuvre ».

À l'époque, l'automatisation du filage a entraîné depuis les années 1770 une baisse des prix du coton filé, et une augmentation de la demande liée à la tâche complémentaire consistant à tisser du coton filé en tissu fini. L'essentiel du tissage se faisait à la main avant les années 1810, et cette explosion de la demande contribue à transformer le tissage du coton à la main en un emploi artisanal bien rémunéré pour plusieurs centaines de milliers d'hommes britanniques (dont de nombreux tra-

vailleurs déplacés du filage préindustriel). Cette première expérience positive de l'automatisation influencera certainement le point de vue initialement optimiste de Ricardo. Mais le développement des machines à grande échelle ne s'arrêtera pas au filage du coton. Rapidement, des métiers à tisser à vapeur seront installés dans les usines de tissage. Ce sera la fin du salaire confortable des tisserands artisanaux qui travaillaient auparavant cinq jours par semaine dans leur propre chaumière. Il leur faudra désormais lutter pour nourrir leur famille, tout en travaillant beaucoup plus d'heures, sous une discipline stricte au sein des usines.

L'inquiétude et les protestations se répandent alors dans le nord de l'Angleterre, ce qui conduit Ricardo à changer d'opinion. Il ajoute à la troisième édition de son ouvrage influent, publiée en 1821, un nouveau chapitre intitulé « Des machines », dans lequel il emploie les mots justes : « Si les machines pouvaient effectuer tout le travail que les hommes accomplissent aujourd'hui, il n'y aurait plus de demande de main-d'œuvre ». La même préoccupation s'applique à la période actuelle. La possibilité désormais pour les algorithmes d'effectuer des tâches accomplies hier par des êtres humains ne sera pas une bonne nouvelle pour les travailleurs déplacés, à moins que ne puissent leur être confiées de nouvelles tâches correctement rémunérées. La plupart des artisans tisserands en difficulté dans les années 1810 et 1820 n'ont pas retrouvé d'emploi dans les nouvelles usines de tissage, puisque les métiers à tisser mécaniques ne nécessitaient pas un grand nombre de travailleurs. Tandis que l'automatisation du filage avait créé des opportunités permettant à davantage de personnes de travailler comme tisserands, l'automatisation du tissage n'a pas généré de demande compensatoire en main-d'œuvre dans d'autres secteurs. L'économie britannique dans son ensemble n'a pas créé suffisamment de nouveaux emplois bien rémunérés dans d'autres domaines, du moins jusqu'à l'essor des chemins de fer dans les années 1830. Face à la quasi-absence d'autres options, plusieurs centaines de milliers de tisserands artisanaux ont continué d'exercer la même profession, bien que leurs salaires aient chuté de plus de moitié.

Autre problème majeur, sur lequel Ri-

BOSTON - L'intelligence artificielle et la menace qu'elle représente pour les emplois de qualité pourraient apparaître comme un problème entièrement nouveau.

cardo ne s'est pas penché, le travail dans des conditions difficiles au sein des usines – le fait pour un travailleur de devenir le simple rouage de « moulins sataniques » contrôlés par les employeurs au début des années 1800 – n'attirait absolument pas les tisserands artisanaux. Nombre d'entre eux étaient des entrepreneurs indépendants, qui achetaient du coton filé pour ensuite vendre leurs produits tissés sur les marchés. De toute évidence, l'idée de travailler plus longtemps, sous une discipline plus stricte, avec moins d'autonomie et généralement pour des salaires plus bas (du moins par rapport à l'âge d'or du tissage à la main) les réjouissait peu. Dans les témoignages recueillis par diverses commissions royales de l'époque, les tisserands parlent avec amertume de leur refus d'accepter de telles conditions de travail, ainsi que de l'horreur qu'est devenue leur vie après avoir été contraints (en l'absence d'autres possibilités) d'accepter de tels emplois.

L'IA générative d'aujourd'hui revêt un immense potentiel, et compte d'ores et déjà à son actif plusieurs accomplissements impressionnants, notamment en matière de recherche scientifique. Elle pourrait être utilisée pour aider les travailleurs à devenir mieux informés, plus productifs, plus indépendants et plus polyvalents. Malheureusement, l'industrie technologique semble avoir d'autres utilisations en tête. Comme nous l'expliquons dans *Power and Progress*, les grandes entreprises qui développent et déploient l'IA font massivement primer l'automatisation (le remplacement des êtres humains) sur « l'augmentation » (le fait de rendre les individus plus productifs).

Cela signifie que nous courons le risque d'une automatisation excessive : de nombreux travailleurs seront déplacés, et ceux qui demeureront employés se retrouveront soumis à des formes de surveillance et de contrôle de plus en plus dégradantes. Le principe consistant à « automatiser d'abord, et se poser des questions plus tard » nécessite – et par conséquent encourage – la collecte de quantités massives d'informations sur le lieu de travail et dans toutes les sphères de la société, ce qui soulève des interrogations sur le degré de vie privée qui sera préservée. Cet avenir n'est pas inévitable. La mise en

place de réglementations sur la collecte de données contribuerait à protéger la vie privée, et l'application de règles strictes sur le lieu de travail pourrait prévenir les pires aspects de la surveillance basée sur l'IA. Mais un effort plus fondamental encore, comme le soulignerait Ricardo, doit consister à transformer le discours global sur l'IA. En effet, l'enseignement sans doute le plus important de son existence et de ses travaux réside en ce que les machines ne sont ni nécessairement une bonne chose, ni nécessairement une mauvaise chose. Destruction ou création d'emplois par les machines, tout dépend de la manière dont nous les déployons, et des personnes qui prennent les décisions en la matière. À l'époque de Ricardo, seul un petit groupe de propriétaires d'usines décidait, et ces décisions étaient centrées sur l'automatisation, sur le choix d'exploiter les travailleurs au maximum.

De nos jours, un groupe encore plus restreint de dirigeants technologiques semble prendre le même chemin. Or, en se concentrant sur la création de nouvelles opportunités, de nouvelles tâches pour les êtres humains, et sur le respect de tous, il pourrait produire de bien meilleurs résultats. Une IA favorable aux travailleurs demeure possible, mais seulement à condition que nous changions le cap de l'innovation dans le secteur technologique, et que nous introduisions de nouvelles réglementations et institutions.

Comme à l'époque de Ricardo, nous serions naïfs de faire confiance à la bienveillance des dirigeants d'affaires et chefs d'entreprises technologiques. Il a fallu d'importantes réformes politiques pour créer une véritable démocratie, pour légaliser les syndicats et pour modifier la direction du progrès technologique en Grande-Bretagne durant la révolution industrielle. C'est à ce même défi fondamental que nous sommes aujourd'hui confrontés.

*Est coauteur (avec Simon Johnson) de l'ouvrage intitulé *Power and Progress: Our Thousand-Year Struggle Over Technology and Prosperity* (PublicAffairs, 2023).

**Professeur à la Sloan School of Management du MIT, et coauteur (avec Daron Acemoglu) de l'ouvrage intitulé *Power and Progress: Our Thousand-Year Struggle Over Technology and Prosperity* (PublicAffairs, 2023).

Le financement dont les pays en développement ont besoin



PAR RACHEL GLENNERSTER

Professeure agrégée d'économie à l'Université de Chicago, a servi comme économiste en chef du bureau du développement, des affaires étrangères et des relations avec le Commonwealth du Royaume-Uni pendant la pandémie de COVID-19.

Des millions de personnes en sont mortes et des milliards de dollars ont été dépensés pendant l'intervention, mais certains enseignements importants de la pandémie n'ont pas été retenus.

Le fait que les pays à faible et moyen revenu ne sont toujours pas en mesure d'investir dans des contre-mesures médicales avant qu'elles soient agréées en est un exemple flagrant. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont employé cette stratégie « à risque » avec succès lors de la crise de la COVID-19. Les pays à faible et moyen revenu ont besoin d'accéder aux mêmes possibilités.

Lorsqu'une pandémie se déclare, l'État doit intervenir sans tarder et investir massivement dans des solutions techniques qui ne sont peut-être pas encore établies. L'accroissement de la production de vaccins pendant les essais cliniques, au lieu d'attendre l'agrément réglementaire, s'est avéré crucial lors de la pandémie de la COVID-19. Les États-Unis et le Royaume-Uni, en particulier, ont rapidement effectué des investissements substantiels dans l'élaboration et la production de vaccins, réunissant les doses à risque. En contrepartie du risque d'échec technique, ces pays étaient en première ligne lorsque les

CHICAGO - La préparation à la pandémie était à l'ordre du jour aux assemblées de la semaine dernière de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, tenues ce printemps à Washington, DC, un peu plus de quatre ans après que l'Organisation mondiale de la santé eut déclaré que la COVID-19 était une pandémie.

vaccins se sont avérés efficaces – une bénédiction pour leurs propres citoyens. Mais ces investissements ont également aidé d'autres pays en accélérant l'élaboration et la production du vaccin.

À l'époque, j'œuvrais au sein du gouvernement du Royaume-Uni, exécutant des analyses étayant l'efficacité économique de l'investissement à risque. Ainsi, l'opération Warp Speed des États-Unis, qui a coûté 13 milliards de dollars en décembre 2020, fait ses frais si elle raccourcit la pandémie de 12 heures seulement. De plus, les investissements accrus dans la capacité de production pourraient bien avoir accéléré les efforts mondiaux de vaccination d'une année, évitant ainsi des coûts estimés de 1,75 billion de dollars.

Il va sans dire qu'il faudra mieux faire quand la prochaine pandémie frappera. Ceci pourrait faire avancer les choses même sans des investissements coordonnés – un défi de taille. Au lieu de cela, notre analyse a indiqué qu'il aurait été plus économique pour chaque pays, dont les pays moins nantis d'investir à risque dans la production accrue de vaccins pendant la COVID-19. Les vaccins auraient été distribués plus rapidement, il y aurait eu moins de décès et les conditions économiques normales auraient été rétablies plus tôt. (Cela dit, les pays nantis peuvent et doivent prendre les devants des dépenses en recherche et développement, qui tirent avantage de la coordination)

J'ai passé la grande partie du printemps et de l'été 2020 à tenter en vain de persuader les pays moins nantis de suivre l'exem-

ple du Royaume-Uni ; la plupart n'ont pas acheté des vaccins à risque. Un document de travail de la Banque mondiale a déterminé que 60 à 75 % des retards de distribution des vaccins contre la COVID-19 aux pays moins nantis étaient attribuables à la signature de leurs contrats d'achat à une date ultérieure que les pays à haut revenu. Bien qu'il soit certainement ardu d'innover en pleine crise, les échanges avec les diverses parties prenantes ont révélé deux problèmes : les responsables politiques craignaient les accusations de corruption en cas d'échec du vaccin et les institutions comme la Banque mondiale ne pouvaient pas octroyer des prêts pour l'achat d'un vaccin qui n'existait pas encore.

Pour régler ces problèmes, les banques multilatérales de développement (BMD) doivent établir des mécanismes de financement pour faciliter les achats à risque en cas de pandémie, ainsi que des mécanismes de réduction du risque des prêts accordés par les pays à haut revenu. Contrairement aux dons et engagements de vaccins pendant la COVID-19, qui étaient insuffisants et arrivaient trop tard, ces mesures pourraient effectivement donner aux pays moins nantis les ressources suffisantes pour intervenir à la prochaine pandémie. Lorsque les pays moins nantis ont besoin d'acheter des vaccins, des produits thérapeutiques et des diagnostics à l'échelle nécessaire pour combattre une pandémie, les BMD sont les seules sources de financement réalistes. Mais les règles de passation de marchés empêchent les achats de ces contre-mesures à risque. Ces règles doivent donc être révisées pour permettre

de tels achats, en connaissance de cause des problèmes uniques qu'implique une crise sanitaire mondiale. Les BMD peuvent également se coordonner avec les parties prenantes pour dresser des modèles de contrats de passation des marchés et établir des cadres d'indemnité et de responsabilité pour optimiser les procédures et minimiser les retards.

Les pays nantis peuvent aider à garantir ces prêts au cas où les vaccins candidats ne donnent pas les résultats escomptés. Ceci pourrait réduire le risque financier pour les pays moins nantis et réduire les inquiétudes des décideurs politiques quant à une éventuelle responsabilité juridique. En contrepartie de ce fardeau relativement modeste sur leurs finances, les pays nantis peuvent faciliter des investissements importants qui promettent des avantages substantiels sur le plan de la santé mondiale ainsi que de considérables retombées économiques. Pendant la COVID-19, la plupart des instances gouvernementales britanniques reconnaissaient que c'était là l'une des méthodes des plus efficaces pour utiliser les montants limités destinés à l'aide internationale et ont même proposé une telle mesure, mais en vain.

La COVID-19 nous a enseigné que l'élaboration de nouveaux mécanismes en pleine pandémie est pratiquement impossible. Les instances internationales doivent établir les encadrements nécessaires maintenant pour que les pays moins nantis puissent acheter des contre-mesures médicales à risque dans la prochaine pandémie afin de raccourcir ses délais et de donner un accès plus équitable aux soins de santé. Comme l'indiquent nos travaux portant sur l'accélération de la restructuration des marchés à l'Université de Chicago, tout retard met en péril des millions de vies et met en jeu des billions de dollars.

Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier

Les changements climatiques constituent une plus grande menace que prévu

GENEVE – Il est de l'avis de beaucoup que les changements climatiques constituent la plus grande menace pour la santé humaine. Une hausse de température mondiale de 2 °C — un seuil qui sera fort probablement franchi avant la fin de ce siècle — pourrait faucher jusqu'à un milliard de vies, avec des conditions météorologiques extrêmes, des canicules, des sécheresses, des inondations, des foyers de maladies infectieuses et des pénuries de vivres parmi les principales causes de mortalité. Mais la situation pourrait s'avérer beaucoup plus grave, car les prévisions actuelles ne tiennent pas compte de la recrudescence inévitable de la résistance aux antimicrobiens (RAM).



PAR MANICA BALASEGARAM

Directeur général du Partenariat mondial sur la recherche-développement en matière d'antibiotiques (GARDP)

Les changements climatiques pourraient avoir grandement amplifié le problème de la RAM. Comme de plus en plus de données probantes l'indiquent, les intempéries et la hausse de température faciliteraient l'apparition et la propagation de pathogènes résistants aux médicaments. Mais les modèles visant à jauger les répercussions des changements climatiques sur la santé ne tiennent aucun compte des risques grandissants de la résistance aux médicaments, de même que les mesures publiques de réduction du réchauffement climatique – une omission majeure qui nuit à notre capacité de traiter des infections et de garder les gens en santé.

Malgré la probabilité croissante de l'extinction de près de 11 000 espèces, le réchauffement planétaire pourrait en fait favoriser la flore bactérienne et fongique. Des températures plus élevées sont liées à une croissance bactérienne et des taux d'infection accrus, ce qui peut aussi exercer une pression sélective de mutation de microbes développant une résistance aux antibiotiques. Une étude récente effectuée en Chine a estimé que chaque hausse de 1 °C de la température de l'air était liée à une hausse de 14 % des infections des voies respiratoires causées par la bactérie *Klebsiella pneumoniae* résistante aux médicaments et une hausse de 6 % des

infections à *Pseudomonas aeruginosa*, une bactérie également résistante aux médicaments.

De même, les conditions météorologiques extrêmes, surtout les inondations et les sécheresses, vont intensifier la propagation des maladies infectieuses comme le choléra par transmission hydrique et la typhoïde, augmentant ainsi la résistance aux médicaments. Ces événements perturbent l'accès à de l'eau potable et détruisent les installations sanitaires, rendant la prévention et la lutte contre les infections d'autant plus difficiles. De plus, la densité urbaine a tendance à accélérer la transmission des pathogènes. Selon certaines estimations, la crise climatique pourrait causer le déplacement de 1,2 milliard de personnes d'ici 2050, avec pour résultat probable des milieux urbains de plus en plus surpeuplés.

La RAM est déjà reconnue comme une crise mondiale en train de s'amplifier. En 2019, on pouvait lui attribuer près de cinq millions de décès, faisant de la résistance aux médicaments l'une des premières causes de mortalité dans le monde. L'Organisation mondiale de la santé a déterminé que la RAM était l'une des dix grandes menaces envers la santé mondiale, en parallèle aux changements climatiques. Les instances mondiales sont donc déterminées à s'attaquer au problème et organisent une réunion de haut niveau sur la RAM qui se tiendra en septembre dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies.

Mais beaucoup estiment encore que la RAM est

un phénomène distinct du réchauffement planétaire. Par exemple, le dernier rapport du compte à rebours Lancet sur la santé et les changements climatiques ne fait aucune mention de la résistance aux médicaments ou aux antibiotiques. Aussi, le Secrétariat quadripartite pour l'initiative «Une seule santé» – constitué de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Programme des Nations unies pour l'environnement, de l'OMS et de l'Organisation mondiale de la santé animale – n'a jamais produit d'études sur le lien entre le réchauffement planétaire et la RAM, et encore moins sur les mécanismes par lesquels la RAM influera sur les risques sanitaires des changements climatiques.

La communauté internationale sous-estime grandement les répercussions des changements climatiques sur la santé des populations et sur la capacité de leur prodiguer des soins. Pour se préparer à l'aggravation de la crise de la RAM, il faudra de plus en plus recourir à la prévention et à la lutte contre les infections, et, plus important encore, veiller à ce que des antibiotiques adéquats soient utilisés à bon escient. Il faudra donc mettre au point de nouveaux antibiotiques, une activité peu attrayante pour les sociétés pharmaceutiques. Les bons investissements doivent également être effectués tout en mettant en place des mesures incitatives adéquates pour que les antibiotiques existants soient administrés aux populations qui ont besoin.

À cette fin, les organisations comme la mienne, le Partenariat mondial sur la recherche-développement en matière d'antibiotiques, encouragent la création de nouveaux médicaments et s'emploient à améliorer l'accès aux antibiotiques essentiels qui sont déjà sur le marché, particulièrement dans les pays à faible revenu. L'utilisation et la distribution équitables des antibiotiques deviendront de plus en plus importantes, car, comme pour les changements climatiques, ce sont les collectivités les plus démunies qui sont les plus touchées par la RAM.

Ces efforts ne suffiront pas. Les responsables politiques doivent aussi augmenter considérablement le financement de la recherche sur la RAM pour que nous soyons prêts à contrer de nouvelles formes de résistance aux médicaments causées directement ou indirectement par le réchauffement planétaire. Pour ce faire, il faudra ajouter la RAM à la liste d'aléas causés par les changements climatiques et, plus important encore, reconnaître que la résistance aux médicaments et la hausse des températures, constituent des défis interreliés et non distincts, notamment dans le cadre de la réunion à haut niveau de l'ONU sur la RAM en septembre et à la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques (COP29) à Bakou. Sinon, l'efficacité des médicaments existants laissera à désirer juste au moment où nous en avons le plus besoin.

Traduit de l'anglais par
Pierre Castegnier

Les engrais ne résoudront pas la crise alimentaire en Afrique



PAR SILKE BOLLMOHR¹
ET HARUN WARUI²



1- Fondatrice d'EcoTrac Consulting*

2- Chef de projet en charge de l'initiative Route to Food au sein des bureaux de l'Heinrich Böll Foundation à Nairobi

Cette approche remonte à la Déclaration d'Abuja sur les engrais pour la révolution verte en Afrique, que les dirigeants de l'Union africaine ont approuvée en 2006. L'objectif consistait à remédier aux faibles rendements du continent, en faisant passer l'utilisation d'engrais de huit à 50 kg par hectare en une décennie. L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), initiative soutenue par la Fondation Bill et Melinda Gates et plusieurs autres grands donateurs, était à l'origine de cet effort. Travaillant en étroite collaboration avec d'importantes sociétés agroalimentaires, parmi lesquelles l'entreprise norvégienne de produits chimiques Yara, l'AGRA défendait l'idée selon laquelle la distribution d'engrais azotés synthétiques résoudrait les difficultés agricoles de l'Afrique.

Seulement voilà, cet accent uniquement placé sur les engrais a échoué à prendre en compte les réalités complexes de l'agriculture en Afrique. Un récent examen des projets de l'AGRA au Burkina Faso et au Ghana a révélé l'absence de preuves selon lesquelles la fourniture d'intrants chimiques et de semences à haut rendement aurait entraîné quelque augmentation de la production et des revenus des petits exploitants agricoles. Au contraire, beaucoup d'entre eux sont désormais plus vulnérables et endettés après avoir commencé à dépendre d'engrais et de pesticides synthétiques coûteux, dont les prix ont explosé après l'invasion russe. Ces agriculteurs sont devenus pris au piège d'un cycle de dépendance, tandis que des sociétés telles Yara ont enregistré des profits substantiels.

La Zambie en constitue l'illustration. Figurant pourtant parmi les plus grands consommateurs d'engrais azotés synthétiques en Afrique, le pays n'a pas connu de réduction connexe de la faim et de la malnutrition. L'idée selon laquelle plus d'engrais signifierait moins de précarité alimentaire ne tient pas compte des obstacles systémiques à la sécurité alimentaire, tels que l'accessibilité en termes de prix, et aggrave les défis existants, parmi lesquels la dégradation des sols.

Les engrais azotés synthétiques perturbent plus précisément l'équilibre délicat de l'écosystème du sol – le fondement même de l'agriculture durable. Il est démontré que ces intrants réduisent l'abondance et la diversité des micro-organismes bénéfiques, tels que les champignons mycorhiziens, qui sont essentiels pour le cycle des nutriments et la santé des plantes. Lorsque ces relations symbiotiques sont perturbées, la résilience et la fertilité du sol diminuent. Selon la Banque mondiale, l'Afrique perd déjà environ 3 % de son PIB chaque année en raison de l'appauvrissement des nutriments terrestres et de la dégradation générale des sols.

En plus de compromettre la productivité des cultures, et de porter ainsi un coup dévastateur aux moyens de subsistance et à la sécurité alimentaire de millions de petits agriculteurs, l'utilisation excessive d'engrais entraîne d'importantes conséquences environnementales. Elle contribue à la pollution des cours d'eau par l'azote, provoquant une perte de biodiversité dans les systèmes aquatiques, et poussant la planète au-delà des limites en termes de sécurité des êtres humains.

Plus inquiétant encore, les recherches indiquent que la production et l'application d'engrais azotés synthétiques représentent environ 2 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) au niveau mondial.

Résultat, les sociétés de produits chimiques telles que Yara se tournent vers des « engrais écologiques », produits en utilisant de l'hydrogène dérivé de sources d'énergie renouvelables plutôt que des intrants à base de combustibles fossiles. Cette démarche leur permet de continuer de présenter l'utilisation d'engrais synthétiques comme une solution à l'insécurité alimentaire en Afrique (et par extension de maintenir ainsi que de développer le marché pour leurs produits), alors même que la science souligne les défaillances d'une telle approche.

Certes, l'utilisation de l'hydrogène vert dans la production d'engrais peut contribuer à l'atténuation des émissions de GES. Pour autant, bien que le processus de production soit moins émetteur de carbone, il demeure extrêmement énergivore. L'application d'engrais est par ailleurs susceptible de libérer dans l'atmosphère d'immenses quantités d'oxyde nitreux – un GES potentiel – tout en continuant de provoquer dégradation des sols et pollution de l'eau, quelle que soit sa méthode de production. En présentant les « engrais verts » comme une panacée, l'industrie se livre en fin de compte à du greenwashing – utilisant le vernis de la durabilité pour préserver ses intérêts.

Cette semaine, le Sommet africain sur les engrais et la santé des sols, organisé par l'UA à Nairobi, abordera les questions de la dégradation des sols et de l'insécurité alimentaire. La partici-

pation de géants de l'industrie, dont Yara et plusieurs organisations telles que l'AGRA, annonce la poursuite d'un modèle défectueux, qui n'est jamais parvenu à soulager la faim et la malnutrition, une inquiétude que partage l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique, qui représente plus de 200 millions de parties prenantes. Au lieu de se concentrer sur l'accroissement de la fertilité des sols à court terme, de remplacer un produit chimique par un autre, et de cautionner ainsi les discours intéressés des industriels de l'engrais, le sommet doit envisager des objectifs à plus long terme, tels que l'amélioration de la santé et de la vitalité des sols, le renforcement de la résilience des communautés agricoles, ainsi que la garantie de la durabilité des systèmes alimentaires.

La productivité peut être maintenue sans engrais azotés industriels, comme le démontrent les expérimentations à long terme en Afrique. Parmi les alternatives figurent la diversification des systèmes de culture, la production d'engrais organiques et la plantation de légumineuses. Dirigeants politiques et parties prenantes doivent œuvrer au-delà de la promotion simpliste des engrais synthétiques, même étiquetés comme « verts », et adopter une approche plus transparente, fondée sur des preuves. C'est seulement ainsi que nous pourrions réellement remédier aux causes profondes de la faim et de la malnutrition en Afrique, comme à travers le monde.

* Conseillère principale en matière de politiques alimentaires mondiales et d'agriculture au sein d'INKOTA netzwerk

Blida

Des mesures pour améliorer la distribution de l'eau

De nouvelles installations de production d'eau potable ont été réceptionnées à Blida afin d'améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) de la wilaya notamment dans sa partie est, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale des ressources en eau.

Ces nouvelles installations de production sont particulièrement destinées à améliorer l'alimentation en eau potable des populations des localités de la partie est de la wilaya, à l'exemple de la nouvelle-ville de Bouinane comptant des dizaines de milliers de logements ainsi que Bougara et Ouled Slama, a

expliqué le directeur des ressources en eau, Abdelkrim Allouche. Les installations réceptionnées et mises en service sont deux stations de pompage d'eau et qui seront renforcées par une troisième prochainement, ainsi que d'un réservoir d'eau d'une capacité de 2.000 m3 au profit de la nouvelle-ville de Bouinane, destiné à mettre fin au problème des coupures d'eau dans cette région, surtout durant la saison estivale connue pour une hausse de la consommation d'eau potable. A cela s'ajoute la station de traitement "Sed Sghir" d'une capacité de production quotidienne de 50 l/seconde au

profit des communes de Bougara et Ouled Slama, a ajouté M. Allouche.

Le même responsable, a noté que, dans la même démarche visant à améliorer la dotation des habitants en eau potable, 40 forages sont en cours de réalisation et prévus à la réception cet été à travers plusieurs communes, ajoutant que ce programme cible spécialement les localités dont le niveau de production des forages a baissé. Pour rappel, depuis début 2024, la wilaya a réceptionné plus de 20 forages, ayant contribué à la couverture de ses besoins croissants en eau induits par la création de nouveaux pôles urbains.

Blida

44 familles relogées à Meftah

Au total, 44 familles occupant des habitations précaires dans la commune de Boufarik, wilaya de Blida, ont été relogées dans des appartements neufs au pôle urbain Sefsaf de la commune de Meftah, a-t-on appris jeudi, des services de la daïra de Boufarik.

En application des instructions du wali portant sur le relogement des résidents des constructions précaires, "nous avons parachévé jeudi le relogement de 44 familles qui occupaient des habitations pré-

caires ou menaçant ruine, à travers sept (7) sites, au titre d'une opération lancée depuis deux (2) jours", a indiqué, à l'APS, le chef de la daïra, Abdelhalim Belarbi.

"Ces familles ont bénéficié de logements publics locatifs (LPL) à Meftah, dans le cadre du programme d'éradication de l'habitat précaire", a-t-il ajouté.

Cette opération a permis la récupération d'une cantine scolaire squattée, laquelle sera ré-exploitée au profit des élèves après son réaménagement, outre le

siège d'une crèche et une assiette foncière estimée à deux (2) ha, qui sera destinée à l'implantation de nouveaux projets de développement.

Le même responsable a affirmé la poursuite de cette opération après l'Aïd El-Adha et la fin des examens de fin d'année pour profiter à d'autres familles concernées par le programme d'éradication de l'habitat précaire, initié par les services de la wilaya de Blida depuis la fin de l'année dernière.

Tipaza

Une équipe médicale italienne opère au CMCI de Bousmail

La clinique médico-chirurgicale infantile (CMCI) de Bousmail a reçu dernièrement un staff médical relevant de l'hôpital de San Donato (Italie) qui, en collaboration avec une équipe médicale relevant de cette structure, a effectué des interventions chirurgicales au profit d'enfants atteints de cardiopathies congénitales graves, selon un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de "la convention signée à Alger le 20 mai courant entre la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et le groupe hospitalier italien San Donato ayant

pour objectif l'amélioration de la qualité de la prise en charge des patients algériens, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, contribuant ainsi à la concrétisation des engagements du président de la République visant à promouvoir la prise en charge médicale des citoyens", a précisé la même source.

Il s'agit aussi de "la recherche de nouvelles formes de coopération en matière de prise en charge de certains cas difficiles, outre le transfert des compétences et des expériences aux praticiens des structures de santé nationales fournissant les meilleures prestations aux citoyens", lit-on encore dans le communiqué.

Dans ce sillage, les deux équipes mé-

dicales ont programmé, du 26 au 30 mai courant, des opérations chirurgicales pour des enfants atteints de cardiopathies graves. Ces cas étaient pris en charge auparavant à l'étranger".

Le programme "se poursuivra tout au long de l'année offrant au staff algérien une opportunité de formation spécialisée en la matière au niveau du groupe hospitalier italien San Donato", selon la même source.

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Fayçal Bentalab "veille au bon déroulement des opérations et à assurer une meilleure prise en charge aux enfants au niveau de la CMCI", a ajouté le ministère.

Boumerdès

300 millions de DA pour les plages

Cinquante-deux (52) projets de développement dotés d'une enveloppe de près de 300 millions de DA ont été lancés en réalisation à Boumerdès, au titre des préparatifs pour la prochaine saison estivale et de l'amélioration des conditions d'accueil des touristes attendus dans la wilaya durant l'été 2024, a-t-on appris des services de la wilaya. Ces opérations portent notamment sur l'aménagement des accès aux plages, pour les personnes aux besoins spécifiques, en plus de l'installation de salles d'eau, de locaux commerciaux, de restaurants et de parkings, a indiqué la directrice locale du tourisme et de l'artisanat, Nadjet Khalouf dans son exposé sur le secteur devant le conseil exécutif de wilaya.

De son côté, la wali de Boumerdès,

Fouzia Naâma, a indiqué que le plan de réalisation de ces opérations prévoit l'accompagnement des communes côtières dans la gestion et la valorisation de leurs plages et à lutter contre leur exploitation "illégal" en plus de l'aménagement d'accès et de la pose de panneaux de signalisation, d'orientation et de l'éclairage public. Ce plan comporte aussi des opérations d'aménagement de locaux pour les unités de la protection civile et de la gendarmerie nationale à travers les plages autorisées à la baignade pour assurer la sécurité des estivants.

La wali a souligné, à l'occasion, la nécessité de promouvoir aussi et de développer le tourisme de montagne et forestier, d'aménager et de nettoyer les pistes forestières et de lancer les travaux d'amé-

nagement de la forêt "Boukardane" à Bouzegza-Keddara et des Cascades des Gorges d'Ammal.

Elle a aussi insisté sur l'impératif de l'achèvement des projets d'aménagement de la bande côtière de la wilaya et d'aménagement urbain de la commune côtière de Cap Djinet, ainsi que des jardins, places publiques, espaces verts et des chefs-lieux des communes. Mme Naâma a par ailleurs, annoncé le lancement de la réalisation d'autres projets de développement au profit du chef-lieu de wilaya, dont un jardin public sur le front de mer, l'entretien du réseau d'éclairage public, l'embellissement des jardins publics et des bords de routes et l'installation de panneaux de signalisation pour les centres de loisirs et les espaces de repos et de jeux.

Alger

Deux arrestations pour escroquerie

Les services de la Gendarmerie nationale d'Alger ont procédé au démantèlement d'un groupe criminel organisé spécialisé dans l'escroquerie et le faux monnayage, a indiqué mercredi un communiqué des mêmes services. L'affaire a été traitée suite à des informations faisant état d'un individu suspect qui se rendait

dans le quartier "La Fontaine". Après avoir été arrêté par les mêmes éléments, il s'est avéré que le suspect est un "repris de justice recherché en vertu de mandat d'arrêt", précise la même source, ajoutant que l'enquête menée a démontré que le mis en cause avait arnaqué une victime en lui volant 100 millions centimes. Les mêmes

services ont procédé après avoir approfondi leurs investigations à l'arrestation du deuxième suspect et à la saisie de 56 liasses de billets verts destinées au faux-monayage (devise)". Les mis en causes seront présentés devant les juridictions compétentes dès l'achèvement de l'investigation, précise le communiqué.

Batna

Une cinquantaine de greffes rénales réalisées au CHU



L'équipe médicale spécialisée dans les greffes rénales du Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Batna a reçu mercredi après-midi un hommage spécial du wali Mohamed Benmalek, après son retour de Mauritanie et le succès de sa mission dans le cadre d'une convention signée entre l'Algérie et ce pays frère.

Le chef de cette équipe, le chirurgien et professeur Houssein Eddine Ouaghelanet, a indiqué que "la visite a permis de tenir plusieurs réunions et de visiter certaines structures sanitaires pour faire le point sur les préparatifs pour réaliser la première greffe rénale en Maurétanie sous la direction du staff médical algérien".

"Cette transplantation, a-t-il ajouté, aura lieu prochainement après la réalisation des analyses et consulta-

tions nécessaires pour confirmer la compatibilité entre donneur et receveur dans le cadre du transfert de l'expérience algérienne dans ce domaine aux spécialistes mauritaniens".

Le directeur du CHU, Messaoud Boulegroun, a indiqué que le projet de réalisation d'un service des greffes dont une partie sera réservé aux greffes rénales affiche 90 % de taux d'avancement des travaux et un taux d'équipement 80 %, précisant qu'il sera prêt "avant la fin de l'année en cours".

Plus de 750 greffes rénales ont été effectuées au CHU de Batna depuis 2014 à ce jour dont certaines très délicates réalisées au profit d'enfants.

Durant l'année en cours, 50 greffes de reins y ont été réalisées et leur nombre atteindra 100 d'ici la fin de l'année 2024, a-t-on indiqué.

El Tarf

Un homme porté disparu en mer

A. Ouelaa

La protection civile de la wilaya d'El Tarf a engagé des recherches jeudi en fin de journée pour retrouver un homme, porté disparu à la plage de Fartassa. Plusieurs plongeurs, un

semi rigide ont été mobilisés lors de ces opérations de recherche. Pour rappel, la plage de Fartassa, où se trouvent de nombreuses embarcations de pêcheurs, est interdite à la baignade, et est réputée pour ses forts courants.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

24 dhou el qida 1445

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
03h43	12h46	16h37	20h04	21h42



Mondial-2026 (Qualifications) Les choix de Petkovic pour ses deux premiers matches officiels

Un bras de fer entre Vladimir Petkovic et Riayd Mahrez se profile à l'horizon. C'est l'impression qui se dégage de la dernière conférence de presse tenue par le sélectionneur national, Vladimir Petkovic.

M. Zeggai

Quatre joueurs évoluant en championnat local, dont la présence pour la première fois de Keddad (CRB). Belaïli et Slimani n'ont pas été convoqués. Sayoud et Belloumi, initialement inclus dans la liste élargie, n'ont pas été retenus tout comme Chaïbi. C'est ce qui ressort de la liste des 25 joueurs, appelés à défendre les couleurs nationales lors des deux prochains matches, le 6 juin face à la Guinée au stade Nelson-Mandela de Baraki et le 10 juin en déplacement devant l'Ouganda dans le cadre des 3^e et 4^e journées (Groupe G) des qualifications du Mondial-2026. Il s'agit des deux premiers rendez-vous officiels pour Vladimir Petkovic qui a signé ses grands débuts avec l'EN en mars dernier, à l'occasion du tournoi amical FIFA-Series 2024 disputé en Algérie. Au vu de la liste, l'absence de Abdelli, Chaïbi et Bouanani a suscité moult interrogations. Aussi, certains observateurs se sont demandés sur la présence de Aouar qui manque pourtant de compétition en raison de son faible temps de jeu avec l'AS Roma.

En somme, cette liste semble équilibrée et répond à un certain nombre de critères comme la cohésion, la complémentarité du groupe, les objectifs assignés lors des deux prochains matches et surtout de l'adversaire. «J'ai convoqué les meilleurs joueurs du moment», a commencé par affirmer le coach national tout en essayant de défendre ses choix des joueurs convoqués et de justifier l'absence de certains cadres à l'image de Mahrez et Belaïli. «J'ai pris 25 joueurs au lieu de 23 parce que c'est la fin de la saison. Mon choix se base beaucoup sur les bonnes impressions que j'ai eues en mars, mais d'autres joueurs auraient mérité d'y être. Pour les deux rencontres, il y aura 23 joueurs sur la feuille du match. Je pense avoir pris les meilleurs du moment», a-t-il indiqué lors de la conférence de presse.

PETKOVIC S'EXPLIQUE POUR MAHREZ, BELAÏLI, SLIMANI ET KEDDAD

Invité à s'exprimer sur ces choix, Vladimir Petkovic a justifié sa décision de ne pas faire appel à Belaïli. «C'est un joueur intéressant avec beaucoup de talent. Mais j'ai pris le choix de ne pas le convoquer car il y a des joueurs qui ont les mêmes caractéristiques que lui, en plus, il a eu quelques problèmes disciplinaires. A l'instar de Mahrez, la porte reste ouverte pour lui. Je



ne voulais pas trop changer le groupe, j'ai besoin de cohésion», a-t-il expliqué sans oublier d'évoquer le cas Slimani.

«Pour lui et d'autres, la porte ne sera jamais fermée. J'ai convoqué à nouveau les joueurs présents en mars car ils m'ont donné les réponses que je voulais», s'est justifié Petkovic avant d'ajouter à propos de Keddad (CRB) : «C'est un joueur qui a une connaissance du football africain, il a fait de bons matches avec son équipe, je veux le voir dans le groupe pour le juger». Pour Mahrez, il semble que les choses ont pris une autre tournure. Réponse de Petkovic : «Je tiens à clarifier la situation. J'ai discuté avec Mahrez en mars dernier, il m'avait demandé de le dispenser. On s'est entendu qu'il sera le bienvenu dès qu'il se sentait prêt pour venir. Je l'ai mis sur la liste élargie pour les deux prochains matches. Je n'ai reçu aucun contact de lui, j'ai compris alors qu'il n'est pas encore prêt pour rejoindre l'équipe nationale, mais la porte reste ouverte. «L'entraîneur national a expliqué qu'il attendait un signe de sa part, mais en vain. Pour le joueur d'Al Ahli, la version est différente après avoir affirmé qu'il n'a pas reçu d'appel du sélectionneur ou de la FAF alors qu'il espérait faire son retour au mois de juin. «Je respecte le choix du sélectionneur, mais je prends acte de la décision», a-t-il avoué. Une déclaration qui signifie clairement que Mahrez est bien parti pour mettre fin à sa carrière

internationale. Lors de sa conférence de presse, Vladimir Petkovic est revenu sur ses tournées chez les différents clubs de l'élite. «Pour moi, la priorité était de connaître ce qui se passe chez les clubs. En tant qu'entraîneur, je veux aussi pouvoir aider les clubs algériens avec mon expérience. Je ne suis pas parti voir des joueurs en particulier».

«LA GUINÉE EST UNE ÉQUIPE BIEN ORGANISÉE»

D'autre part, le coach national a tenu à mettre en garde contre une équipe guinéenne «soudée et organisée», à une semaine du choc entre les deux favoris du groupe G des qualifications du Mondial-2026. «C'est une équipe bien organisée et soudée. La Guinée est notre principal concurrent pour la qualification au Mondial-2026», a-t-il indiqué. «Les Guinéens jouent bien la transition avec des joueurs qui évoluent notamment en France et en Allemagne. Donc, la meilleure solution pour nous est de dominer le jeu et éviter surtout de faire des erreurs». Interrogé sur la fébrilité de la défense des «Verts», Petkovic semble avoir la solution pour y remédier. «En mars, nous avons commis trop d'erreurs individuelles et pris trop de buts. Il faut améliorer la qualité de passe et de pressing pour éviter les erreurs. On va travailler sur la situation défensive préventive et faire preuve de concentration. C'est un travail beaucoup plus collectif qu'individuel», a-t-il expliqué.

Voici par ailleurs la liste des joueurs convoqués

Gardiens: Benbot (USMA), Anthony Mandrea (SM Caen), Zeghba (Damac-Arabie saoudite)

Défenseurs: Ryan Aït Nouri (Wolverhampton), Youcef Atal (Adana Demirspor), Belaïd (USMA), Guitoun (FC Metz), Hadjam (Young-Boys), Madani (CSC), Mandi (Villarreal CF), Tougaï (ES Tunis), Keddad (CRB)

Milieux: Aouar (AS Rome), Bennacer (AC Milan), Bentaleb (Lille), Kendoussi (Ceramica Cléopatra FC), Zerrouki (Feyenoord).

Attaquants: Benrahma (O. Lyon), Amoura (Union SG), Bakrar (New-York City), Benzia (Qarabag FK), Bounedjah (Al Sadd), Brahimi (El Gharafa SC), Gouiri (Stade Rennais), Hadj Moussa (Vitesse Arnhem).

Ligue 1 Karim Doudane nouveau manager général de la JS Kabylie

L'ancien milieu offensif Karim Doudane a été nommé manager général de la JS Kabylie, en remplacement de Brahim Zafour, dont le contrat a été résilié en mars dernier, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue dans un communiqué. Ancien joueur du club dans les années 1990, Doudane (51 ans) avait déjà occupé ce poste en 2018. Son retour coïncide avec le grand lifting apporté par ATM Mobilis, propriétaire du club. Doudane aura pour mission principal de trouver un nouvel entraîneur, à qui il appartiendra de définir les profils de joueurs à recruter durant le mercato estival prévu du 1er juillet au 10 septembre 2024. La nomination de Doudane a été précédée par celle d'un autre enfant du club: Hakim Medane, désigné nouveau directeur général de la JSK. ATM Mobilis a opté pour une restruc-

turation du club en nommant El-Hadi Ould Ali, le mardi 23 avril dernier, à la tête du conseil d'administration de la JSK, en remplacement d'Achour Cheloul, lors d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires du club, dont plusieurs ont cédé leurs actions au profit de Mobilis. Le club de la ville des Genêts a de nouveau raté sa saison, en se contentant du maintien, à trois journées de l'épilogue. Éliminée aux 1/32es de finale de «Dame Coupe» à domicile face au CR Belouizdad, la JSK occupe la 7e place au classement du championnat. Considéré comme le club le plus titré en Algérie, la JSK n'a plus remporté de titre depuis son succès en finale de la Coupe d'Algérie aux dépens de l'USM Harrach en 2011, alors que la dernière consécration des «Canaris» en championnat remonte à 2008.

Le président de la République félicite l'O. Akbou et l'ES Mostaganem pour leur accession en Ligue 1

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a félicité les équipes de football de l'Olympique Akbou et de l'ES Mostaganem pour leur accession en Ligue 1 professionnelle de football. «Mes félicitations à l'Olympique d'Akbou et à l'Espérance de Mosta-

ganem pour avoir réussi l'accession en Ligue 1 professionnelle de football. Félicitations à leurs staffs technique et administratif, ainsi qu'aux supporters des deux équipes. Plein succès», a écrit le Président de la République sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.

C1: Real Madrid-Dortmund Une finale à grand écart à Wembley

Le Real Madrid, monstre sacré de la Ligue des champions, s'avance avec sa myriade de stars vers la finale de Wembley, ce soir en ultra-favori face au Borussia Dortmund, outsider au plus petit budget, porté par un collectif et le doux «rêve» de réaliser l'impensable. Ce soir, la palmarès, la dynamique, l'effectif et le budget pencheront en faveur des Espagnols du Real Madrid, club le plus titré de l'histoire avec quatorze étoiles, dont cinq décrochées sur les dix dernières années. La «Maison blanche», peuplée de jeunes talents (Bellingham, Rodrygo, Vinicius...) et de sacrés vétérans (Nacho, Kross, Modric...), entend remonter sur le trône au terminus d'une saison quasiment parfaite, parsemée de deux défaites seulement en 54 matches. Le Real de Carlo Ancelotti n'est jamais aussi fort que quand retentit l'hymne de la Ligue des champions, sa compétition fétiche, celle de ses coups d'éclat les plus retentissants. Malgré cela, Dortmund ne veut pas venir à Wembley sur la pointe des pieds. Ou alors, s'il le fait, c'est pour pouvoir regarder l'ogre madrilène dans les yeux. «On joue contre une équipe qui est bâtie pour gagner la Ligue des champions, dont la mission est de gagner la Ligue des champions. Quand on a une mission à remplir, on peut la man-

quer. Nous, on a un rêve. C'est la différence entre un rêve et une mission», a lancé Edin Terzic. L'entraîneur de Dortmund sait que la flamme de la passion peut brûler les ailes d'adversaires bien plus costauds. Après tout, son Borussia a dominé le «groupe de la mort» (PSG, AC Milan, Newcastle) avant de faire tomber l'Atlético Madrid et le PSG. «Maintenant, c'est le champion absolu dans l'histoire du foot et dans cette compétition, qui nous attend», a résumé l'Allemand. «Je suis intimement convaincu que sur un match tout est possible» et si quelqu'un l'a montré cette saison, «c'était nous», a-t-il glissé.

La ferveur légendaire du public allemand ne sera pas de trop pour contrecarrer les plans du Real, machine à gagner d'année en année. Les supporters des «Meren-gues», désormais sous le charme de Bellingham. A 20 ans, le milieu anglais symbolise autant la puissance sportive et financière du Real, capable d'aligner plus de 100 millions d'euros pour le recruter, que les limites du Borussia, sa pépinière de 2020 à 2023, incapable de retenir plus longtemps un si grand talent. Deux mondes s'opposent ce soir à Wembley, et un seul triomphera. Celui du Real, encore une fois? Ou celui de Dortmund, pour une fois?

Revenues dans le vert Les compagnies aériennes inquiètes de la hausse des coûts



Avions pleins, tarifs élevés et bénéfices sans précédent: après le Covid-19, tout va mieux en apparence pour les compagnies aériennes, qui subissent pourtant une explosion de leurs coûts face aux pénuries de pièces et de main-d'œuvre.

Le transport aérien mondial a prévu de battre cette année son record de passagers, mais en attendant, les dirigeants des compagnies, réunis de dimanche à mardi à Dubaï (Emirats arabes unis) par leur principale association internationale, l'Iata, se battent pour assurer leurs programmes de vols dans un contexte tendu. Après la reprise spectaculaire post-pandémie, pour les transporteurs «aujourd'hui la question est de savoir comment réussir la saison d'été avec une demande assez forte, mais des avions pas toujours au rendez-vous», résume à l'AFP Jérôme Bouchard, partenaire du cabinet de consultants Oliver Wyman. En cause: les retards dans les livraisons d'appareils, un sujet aigu chez Boeing, mais concernant également Airbus; des problèmes de qualité sur certains moteurs; et une chaîne d'approvisionnement toujours grippée, qui affecte la disponibilité des pièces et nourrit la hausse des coûts.

Cela n'empêche pas de nombreux transporteurs d'être rentables comme jamais. Emirates, emblématique du développement économique de Dubaï ces dernières décennies, a raflé 5,1 milliards de dollars de bénéfice en 2023-2024, pas très loin des 7,8 milliards cumulés engrangés par les compagnies basées aux Etats-Unis. Mais des voyants se sont mis à clignoter, comme des promotions consenties par certaines compagnies pour l'été, signe d'un besoin de relancer les ventes. Air France-KLM, qui avait encaissé 934 millions d'euros l'année dernière, a perdu 522 millions au premier trimestre 2024, s'imposant un plan d'économies comme le groupe Lufthansa qui s'est enfoncé dans le rouge pendant la même période (-734 millions d'euros). «De nombreux coûts augmentent de façon importante» pour l'aérien, en particulier en Europe, constate Nina Lind, partenaire chez McKinsey à Munich (Allemagne), évoquant «de nouveaux accords salariaux» et «une pénurie générale d'ouvriers qualifiés».

ENJEU CLIMATIQUE

Mme Lind estime toutefois qu'en général, l'année 2024 «sera très bonne d'un point de

vue financier pour les compagnies», comme 2023, car leurs clients consentent à acquitter des prix toujours élevés, même si ceux-ci se sont repliés depuis le pic de 2022.

Nuance de Pascal Fabre, spécialiste du secteur aérien chez AlixPartners: selon lui, entre 2019 et 2023 les tarifs des vols intérieurs aux Etats-Unis «ont augmenté de 9%. Sur l'intra-européen, de 12%, et sur le transatlantique de 14%. Mais globalement, c'est plus faible que l'inflation» même si les passagers ne le ressentent pas ainsi. L'Iata, qui rassemble 320 compagnies aériennes réalisant 83% du trafic mondial, doit publier lundi de nouvelles statistiques et projections financières pour le secteur, à l'occasion de son assemblée générale annuelle. En décembre, elle avait dit attendre un «record historique» de passagers cette année, soit 4,7 milliards, mieux que les 4,54 de 2019, avant la crise sanitaire qui avait provoqué une évaporation de près des deux tiers de la fréquentation. Le chiffre d'affaires mondial du transport aérien frôle désormais 1.000 milliards de dollars par an.

Les rendez-vous de l'Iata sont aussi l'occasion de débats sur un secteur à la fois mondialisé et tributaire de circonstances locales: les conflits qui affectent la demande de voyages et les plans de vol, les problèmes de production et de qualité de Boeing, l'irruption de l'intelligence artificielle ou la lutte contre le changement climatique.

Le transport aérien émet moins de 3% du CO2 mondial, mais est montré du doigt car seule une petite minorité l'emprunte.

Et ses effets sur le réchauffement sont vraisemblablement supérieurs car il produit aussi des oxydes d'azote et des traînées de condensation. L'Iata s'est engagée en 2021 à parvenir à «zéro émission nette» à l'horizon 2050, comptant principalement sur des carburants d'origine non fossile dont les filières de production se mettent lentement en place.

Plusieurs événements récents sont venus rappeler les conséquences du bouleversement climatique pour l'aérien: les pistes des aéroports de Dubaï et Porto Alegre au Brésil ont été inondées après des pluies exceptionnelles.

Et des turbulences en plein vol - amenées à être plus fréquentes à cause du réchauffement selon des études scientifiques - ont touché en l'espace d'une semaine deux gros porteurs, faisant un mort et une centaine de blessés au total.

Inde Le ras-le-bol des producteurs d'oignons qui ne peuvent plus exporter

Pour endiguer l'inflation, les autorités indiennes ont interdit l'exportation de certains aliments, dont les oignons, conditionnement incontournable dans le pays, mais ces mesures de défense du pouvoir d'achat passent très mal auprès de l'électorat-clé que sont les agriculteurs. Les producteurs d'oignons accusent, entre autres, le gouvernement de permettre aux consommateurs de réaliser des économies sur leur dos, dans un but électoraliste au moment où se tiennent les élections législatives. Ce scrutin, qui a débuté le 19 avril, s'achèvera aujourd'hui.

«Les gouvernements parlent beaucoup de nous. Mais leurs actions ne font que nous nuire», a déploré auprès de l'AFP Kanha Vishnu Gulave, producteur d'oignons, un légume tout aussi essentiel en Inde que les lentilles et le sucre. «Pour satisfaire les citadins qui s'agitent facilement, ils tirent le prix de nos produits vers le bas», accuse-t-il. Cet agriculteur de 28 ans est originaire du district de Nashik, dans l'Etat du Maharashtra (ouest). Une région qui assure à elle seule 40% de la production nationale d'oignons. Il dit s'être senti lésé lorsqu'en décembre, les prix se sont effondrés après l'interdiction soudaine des exportations.

LES CONSOMMATEURS «FAVORISÉS»

«Tous les scrutins sont organisés au nom des agriculteurs,

«DE LA RHÉTORIQUE»

Cette année, quelques jours avant que ne commence le scrutin à Nashik, le gouverne-

ment de Narendra Modi a annoncé une levée de l'interdiction à l'exportation des oignons, ce que les analystes ont assimilé à un stratagème politique. Cette annonce «n'est rien d'autre que de la rhétorique», assure l'économiste Ashok Gulati, du Conseil indien pour la recherche sur les relations économiques internationales. Car, explique M. Gulati, les restrictions n'ont pas totalement disparu, avec notamment un prix minimum à l'exportation et des droits de douane de 40%. «Notre plus grand souhait, c'est de ne pas vendre à perte», a confié à l'AFP Akshay Tarle, un agriculteur de 30 ans. «Lorsque je quitte la maison le matin, je ne sais même pas si je pourrai vendre ma production au bon prix (...) Il y a des jours où je n'ai même pas d'argent et je ne sais même pas quoi raconter à mes enfants», regrette, peiné, Vikas Babaji Tushare, cultivateur de 36 ans. Le prochain gouvernement «devra s'attaquer à nos problèmes», réclame Jagannath Bhimaji Kute, vice-président d'un marché de vente en gros d'oignons à Nashik.

Cet homme de 58 ans exhorte la population à davantage «penser aux agriculteurs», dans un contexte général de hausse des prix, notamment de celui du carburant ou des huiles de cuisson. «Pourquoi ce que nous produisons doit rester bon marché, alors que tout le reste devient plus cher?», s'interroge-t-il.

En 1998, le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP), celui du Premier ministre sortant Narendra Modi, avait par exemple perdu le contrôle de la capitale New Delhi. Cette défaite avait été largement attribuée à la colère des électeurs face au prix élevé des oignons.

France

Grève massive des pharmacies, des milliers de manifestants dans la rue

Plus de 18.000 pharmacies sur les 20.000 présentes en France ont baissé le rideau jeudi, une grève massive pour protester contre les pénuries persistantes de médicaments, les fermetures d'officines, une rémunération insuffisante et un risque de dérégulation de la vente en ligne.

Au total, 30.000 personnes sont descendues dans la rue sur l'ensemble du territoire, selon l'Union de syndicats de pharmaciens d'officine (Uspo) et la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF). C'est six fois plus que lors de la dernière grande mobilisation de 2014 pour cette profession qui a exprimé largement sa lassitude face aux pénuries qui lui fait perdre «beaucoup de temps» et fait

baïsser les rémunérations. Isabelle Pailler exerce à Bellac (centre de la France) depuis 30 ans. Elle raconte à l'AFP perdre «une énergie folle chaque jour à tenter de trouver des médicaments» qui font défaut. On doit interrompre le traitement de diabétiques parce qu'il nous manque un injectable, le Trulicity.

On passe une heure trente à deux heures par jour, avec mon équipe, à appeler les médecins, le CHU, les laboratoires! Le mouvement a rassemblé tous les représentants de la profession: syndicats, groupements de pharmaciens, étudiants.

Des pharmacies ont été réquisitionnées par décision préfectorale pour assurer la permanence pharmaceutique obligatoire.

Les syndicats réclament une reva-

loration de la rémunération dès 2025, faisant valoir l'inflation qui pèse sur les charges.

La profession s'inquiète aussi d'une possible volonté de simplifier la vente en ligne de médicaments sans ordonnance. «Tous les éléments sont là pour tuer le réseau» d'officines - qui emploient 130.000 personnes au total -, alerte Pierre-Olivier Variot, président de l'Uspo. «Il faut raison garder», a déclaré de son côté à l'AFP le député Renaissance (majorité présidentielle) Marc Ferracci. Il y a bien «une réflexion pour savoir s'il est pertinent ou non d'assouplir» les règles de vente en ligne des médicaments sans ordonnance, confirme-t-il, mais sans «remettre en question le principe du monopole» des officines.

Communiqué



Ooredoo participe au Salon National de l'Emploi, de la Formation et de l'Entrepreneuriat

Portée par sa politique RH gagnante tournée vers la valorisation des jeunes compétences et leur épanouissement au travail, Ooredoo accompagne en tant que sponsor officiel la 18^{ème} édition du Salon National l'Emploi, de la Formation et de l'Entrepreneuriat «ALGERIA JOB SUMMIT», qui se tient du 29 au 31 Mai 2024 au Palais de la culture Moufdi Zakaria à Alger.

Ce salon qui a réuni plus d'une centaine d'entreprises tous secteurs confondus, a été un espace d'échange entre les demandeurs d'emplois et les entreprises en quête de compétences et de talents.

Pour cette 18^{ème} édition de ce salon de l'emploi, Ooredoo marque sa présence à travers un stand où une équipe de la direction des res-

sources humaines se charge de rencontrer des demandeurs d'emplois, de la promotion de l'image de marque auprès des candidats en mettant en avant notamment la culture d'entreprise et les opportunités de développement professionnel, la collecte de CV et de demandes de stages et d'apprentissage ainsi que les opportunités offertes par Ooredoo pour une carrière professionnelle réussie et accomplie.

Ce salon a également été l'occasion pour Ooredoo d'être présent lors des panels et d'ateliers autour de la Création d'Emploi, Conseil, Orientation, Reconversion Professionnelle, du Rôle de la Formation dans le Développement de la Ressource Humaines, notamment à

travers la participation de M. Fares DERBAL – Directeur adjoint CMO office- a un panel de discussion sous le thème : « Le programme d'aide au développement des start up », pour exposer l'expertise de Ooredoo dans l'accompagnement de projets novateurs initiés par des talents algériens, ainsi, M. Toufik SAHLI – Directeur Adjoint Akadimia de Ooredoo- a donné une présentation lors d'un panel intitulé : «Evolution des métiers face à l'intelligence artificielle et la digitalisation».

A travers sa participation à ce salon de l'emploi, Ooredoo réaffirme sa volonté de promouvoir sa politique RH et offrir l'opportunité aux jeunes talents de faire valoir leurs compétences.

A la recherche d'une solution La Turquie débordée par les chiens errants



Le chien jaune se rue et renverse sa victime sur la chaussée. La femelle âgée ne doit son salut qu'à la courageuse intervention des passants.

La scène, filmée cet hiver à Kadikoy, sur la rive asiatique d'Istanbul, comme les images des graves morsures infligées à une fillette d'Ankara, tournent en boucle sur les réseaux sociaux, témoignant de l'agressivité de certains molosses et de la lassitude de la population.

Des associations qui militent pour «des rues sans chiens» ont convaincu le gouvernement de préparer une loi très discutée pour contrer la prolifération des chiens errants à travers le pays. Selon le gouvernement, leur nombre atteint quatre millions - un ministre de l'Agriculture parlait en 2022 de dix millions - et le président Recep Tayyip Erdogan lui-même, entre deux prises de parole sur Gaza, s'en est inquiété mercredi.

«Nous avons un problème de chiens errants qui n'existe dans aucun pays développé», a-t-il relevé, citant l'augmentation des cas de rage - la Turquie est classée «à haut risque» par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) - et

d'accidents de la circulation dus aux chiens (3.544 sur les cinq dernières années) ainsi que «55 décès» et plus de 5.000 blessés.

En préparation à l'initiative du parti AKP au pouvoir, le projet de loi prévoit la capture massive des animaux, leur stérilisation et leur puçage; puis faute d'adoption dans les 30 jours, une euthanasie. C'est ce point, surtout, qui suscite une vive controverse dans le pays en raison de «la tragédie de Hayirsizada»: en 1910, 60.000 chiens errants (selon les estimations), ont été capturés au lasso à Istanbul et envoyés sur ce rocher désert au milieu de la mer de Marmara, où ils s'entredévorerent.

«Massacre» vs stérilisation

Cette mémoire, preuve que l'idée d'abattre les chiens errants n'est pas nouvelle, heurte les défenseurs des animaux qui dénoncent «un massacre» à venir sous couvert d'euthanasie.

Ainsi, le Dr Haydar Ozkan, vice-président de la Fédération des droits des animaux (Haykonfed), plaide dans le journal Duvar pour une stérilisation effi-

cace alors que «1.100 des 1.394 municipalités de Turquie ne disposent même pas de refuge». Une manifestation est d'ailleurs organisée dimanche à Istanbul pour protester contre tout projet d'euthanasie dans la loi et défendre la stérilisation. La loi en vigueur depuis 2021 oblige les municipalités à créer de tels sites d'accueil, avec une date-butoir variable selon leur taille. Mais les défenseurs des animaux dénoncent les faibles moyens dévolus à la cause. Face au débat qui enfle, le ministre de l'Agriculture, Ibrahim Yumakli, assure qu'«il est possible de contrôler la prolifération des chiens errants en stérilisant 70 % d'entre eux en un an». Cependant, ajoute-t-il, sur les cinq dernières années, 260.000 l'ont été en moyenne par an. «Il faut passer à des méthodes plus radicales», insiste donc le chef de l'Etat qu'inquiète la mauvaise image du pays à l'étranger, prônant stérilisation et campagnes d'adoption pour éviter «de passer à l'étape suivante».

L'Ordre des vétérinaires de Turquie s'oppose à tout projet d'euthanasie dans la loi, se plaignant de ne pas avoir été consulté. «La mise à mort n'est pas une solution. La population des chiens pourrait être réduite en peu de temps avec une stérilisation effective», a-t-il affirmé dans un communiqué. «Nul ne doit questionner notre clémence», martèle en retour le président Erdogan, tout en rappelant que les méthodes passées «n'ont pas apporté de solution»: «Il faut résoudre cette question au plus vite pour rendre les rues sûres pour tous, spécialement les enfants».

En attendant, pro et anti-chiens s'écharpent, les derniers échangeant des récits d'épouvante qui évoquent enfants et personnes âgées attaqués par les chiens en ville. Un cyclotouriste, à Franck 1936, affirme aussi sur «X» avoir renoncé à traverser la Turquie à vélo à cause des attaques de canidés sur ses roues: «Le vélo les rend cinglés», dit-il.

APARTEMENTS

■Vends appart 02 PCSB + hall + Gde salle, 1^{er} étage, bien situé 312 logts, Aïn-Témouchent. Tél: 0656.90.66.77 pour inf + RDV

■Oran à louer appartement grand standing, 1^{er} étage, maison de maître, porte fermée, pas de coupure d'eau, composé 02 grandes pièces, cuisine, salle de bains, cour. Tel: 0661.21.12.31

■Vds bel appart F5, luxe, gd standing, 145 m², au 2^e étage résidence de 7 étages, 2 par palier + ascenseur, à Fermandville, endroit stratégique, pas loin de «El Razzi scanner», Oran - Tél : 0775.10.76.28

LOCAUX

■Local à louer, 12 m², centre-ville d'Oran, entre Bd Marceau et la rue de Mostaganem. Prix 2 Millions paiement 12 mois + 1 mois de dépôt de garanties pour électricité - Tél : 0541.07.73.67

■Local commercial à vendre ou à louer, situé à 200m de l'université de l'USTO. La superficie du local est de 23 m². Merci de me contacter au 0659.36.87.10 pour plus d'informations

VILLAS

■Je mets en vente une carcasse de 312 m², une seule façade avec un sous-sol et 8 étages, à Gambetta, Trait d'union. Prix 35 milliards. Agence et courtier s'abstenir ; merci Tél : 0552.88.66.94

EMPLOIS

■Société recrute Agent de sécurité Conditions : Diplôme Expérience Résider à Oran ville Envoyer CV à offreemploi2024@gmail.com

■Famille à Oran Cherche Une femme de ménage Tél 05.62.69.64.13

ANNIVERSAIRE

Je m'appelle LADJOUZI Kamila, hier le 31 mai 2024, j'ai soufflé ma 1^{re} bougie. Toute ma famille attendait ma naissance impatientement : mes parents Badreddine et Naïa, ma sœur Sofia, mon grand-père Bouakeul Ahmed pour que je prie pour son rétablissement, ma grand-mère Fatma, mes oncles, mes tantes, mes cousins et cousines ainsi que le bien adoré « Cheikh Bouhenni ». C'est après le décès de mon frère « Hailam » paix à son âme, que ma sœur voulait un bébé, c'était moi et je lui ressemblais ; c'est ainsi que je suis venue au monde. Mon cousin « Rayane » m'a choisi un autre prénom : Kamillou !



MINISTRE DE LA COMMUNICATION
Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de publicité
Société par actions au capital social de 7.750.000.000 DA

Direction Centrale de Marketing et de Communication

Alger le 26 MAI 2024

Ref n°113./DCMC/2024

Communiqué de presse

L'honorable jury de la 7^e édition du Grand Prix Assia Djebar du Roman a le plaisir d'annoncer les titres des romans retenus pour la longue liste. Cette dernière est composée de 24 romans dont 12 en arabe, 05 en tamazight et 07 en français.

La 7^e édition de ce prestigieux prix s'est caractérisée par une participation massive et de qualité avec 150 romans en lice dont : 86 en arabe, 10 en tamazight et 55 en français.

La short list sera communiquée au courant du mois de juin.

La longue liste :

1- La langue arabe :

- الفارس تكتب تاريخها، سامية بن دريس، دار ميم للنشر والتوزيع.
- برج شهرزاد، زكية علال، دار خيال للنشر والترجمة.
- باب الأقواس ليالي مدينة الجدار، محمد كاديك، دار ميم للنشر والتوزيع.
- جنوري نخلة، معمر حجيج، دار قاعة للطباعة والنشر والتوزيع.
- حوش المعاشات، حميدة شنوفي، المؤسسة الوطنية للفنون المطبعية للنشر.
- حوش خوسي أوتشو، ليلي عيون، دار ميم للنشر والتوزيع.
- زوجة الميدين، علي هجرسي، دار خيال للنشر والترجمة.
- عيشة ريم الرقيبات، عبد القادر بن جعفري، دار خيال للنشر والترجمة.
- مدن المرجان، رحلة إلى المرسى الخرز القديم، زهرة كشاوي، دار ميم للنشر والتوزيع.
- مرجاجو شظايا وندوب، بن شارف حميدي، دار خيال للنشر والترجمة.
- مراتون وقت الظهيرة، فارس كيش، دار كلاما للنشر والتوزيع.
- هوارية، إنعام بيوض، دار ميم للنشر والتوزيع.

2- La langue tamazight :

- Abbuh ! Tazwert syur Said CHEMAKH Amrane Salem, les éditions Imtidad.
- Tezgertirga, Bellal Tilelli, les éditions Imtidad.
- Tadist YettwaneElen, Aoudia Zohra, Les éditions Imtidad.
- Tawkilt Tamcumt, Tighilt Rachid, les éditions Imtidad.
- 1954 Talalit n usirem, Kerrache Hachemi, à compte d'auteur.

3- La langue française :

- De Glace et de Feu, El Kenz Suzanne, Barzakh éditions.
- Le Bouclier de Massinissa, Gasmia Ahmed, Editions Frantz Fanon.
- Les gens du peuplier, Metref Arezki, Casbah éditions.
- Molière m'a tuer (l'Homme des accords déviants), Guerliche Salah, Editions Frantz Fanon.
- ROBBa la Berbère donatiste, Reffas Driss, Casbah Editions.
- Sin La Lune en miettes, OTMANI Abdelaziz, Casbah Editions.
- Terminus BABEL, Benfodil Mustapha, Barzakh éditions.

2

10.57 Tout le monde veut prendre sa place
11.59 Journal 13h00
12.20 13h15, le samedi...
12.54 Campagne officielle pour les élections européennes
13.16 C'est bon à savoir
13.18 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
14.10 Tennis : Roland-Garros - Partie 4
18.58 Journal 20h00
19.31 20h30, le samedi

20.10 Qui restera dans la lumière ?



Présenté par Bruno Guillon
100 candidats, venus des 4 coins de la France et de la Belgique, s'affrontent lors d'un quizz de culture générale afin de gagner jusqu'à 100 000 euros. Au cours de la manche de sélection, les candidats les plus brillants devront faire preuve de stratégie, en choisissant le niveau de difficulté de chacune de leurs questions, avec pour seul indice le début de l'énoncé. Choisiront-ils la question facile, moyenne ou difficile, afin de maintenir un maximum de leurs adversaires dans l'ombre ? Seuls les 2 meilleurs candidats se qualifieront pour la demi-finale.

3

11.00 Sports d'Ici
11.18 ICI 12/13
11.57 Tennis : Roland-Garros - Partie 3
14.28 Les carnets de Julie
15.42 Des chiffres et des lettres
16.57 Questions pour un super champion
18.00 ICI 19/20
18.54 Tout le sport
19.18 Tennis : Roland-Garros - Partie 5
19.58 Nos plus belles victoires
20.04 Météo

20.10 Meurtres à...



Série policière - France - Belgique - 2023
Saison 10 - Episode 9/11
- Meurtres aux îles de Lérins
Avec Ophelia Kolb, Pauline Bression, Eva Darlan, Robinson Stévenin
Aux îles de Lérins, sur le tournage du film adapté de la légende du Masque de Fer, le masque est perdu. Rapidement, le visage de métal est retrouvé sur celui de Christophe Beaumont, le producteur, dont le corps git dans un sous sol. Laure Castaldi, chargée de l'enquête, découvre avec surprise sa sœur Manon, nouvellement affectée à sa brigade, sur les lieux.

4

09.59 Le refuge d'Audrey
10.39 Tennis : Roland-Garros - Partie 2
11.57 Angelo la débrouille
12.30 Teen Titans Go !
13.31 Slugterra
14.39 Cléopâtre dans l'espace
15.23 DreamZzz
16.07 Batwheels
16.52 Organisation Super Insolite
17.47 ASKIP, le collège se la raconte
18.14 T'es au top
19.00 Beau geste

20.00 FantasySymphony : Danish National Symphony Orchestra



Voyage au coeur des plus grandes musiques de films fantastiques. Le Danish National Symphony Orchestra offre de magnifiques reprises des airs les plus connus sous la direction d'Anthony Hermus. L'acteur David Bateson connu pour sa participation au film Hitman ainsi que de la soprano Jihye Kim feront des interludes parlés et chantés sur des morceaux mythiques dont certains sont issus du répertoire du compositeur John Williams à qui l'on doit le thème de "Harry Potter".

5

09.48 Silence, ça pousse !
11.43 Les maîtres du thé
12.41 Les routes de l'impossible
13.36 Serengeti
14.36 L'Australie vue du ciel
15.40 Vivre loin du monde
16.35 C dans l'air
17.54 C l'hebdo
18.59 Vu
19.03 C l'hebdo la suite
19.56 C'est bon à savoir
19.58 Echappées belles
21.29 100 000 ans de beauté
21.31 Echappées belles

arte

C8

09.35 La Méditerranée révélée
12.30 La marche des éléphants
14.20 Pirates
15.15 Faire l'histoire
15.35 Invitation au voyage
16.15 Caucase, chevauchée vers le Mont Elbrouz
16.50 Madagascar, terre d'espoir et de contrastes
17.35 Arte reportage
18.30 Le dessous des cartes
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes samedi
19.55 La véritable histoire des pirates
21.25 Pirates

08.57 Direct Auto Express
10.00 Direct Auto Express
10.57 Direct Auto Express
11.55 L'essentiel chez Labro
13.10 Mongeville



15.00 Les grands du rire
18.10 Face à Hanouna le before
20.19 Mongeville et Magellan



TF1 CANAL+ 20.00

LIGUE DES CHAMPIONS

Borussia Dortmund / Real Madrid

Le stade de Wembley, à Londres, accueille une finale inédite entre le Borussia Dortmund et le Real Madrid. Sacrés champions d'Espagne pour la 36e fois de leur histoire cette saison, Vinicius Jr et les Madrilènes partent avec la faveur des pronostics ce soir. Les joueurs de Carlo Ancelotti ont éliminé en quart de finale Manchester City, tenant du titre, puis le Bayern Munich en demi-finale. Emmenés par Jude Bellingham, et Toni Kroos, ils vont tout mettre en oeuvre pour décrocher un quinzième sacre dans la compétition.



Film d'animation - Etats-Unis - France - Japon - 2010

Gru, un être ignoble affublé d'une armée de petits êtres jaunes, se targue d'être le plus grand méchant que la Terre ait jamais porté. Mais depuis quelque temps, un mystérieux vilain lui a volé la vedette en dérobant la pyramide de Gizeh, en Égypte. Pour redevenir la star numéro un, Gru s'est mis en tête de faire encore plus fort et de s'emparer de la Lune. Il peaufine son plan machiavélique avec son acolyte, le docteur Nefario. Pour le mener à bien, Gru a besoin de l'aide de trois adorables orphelines, Margo, Edith et Agnès, qu'il décide d'adopter...

RTL9 19.55

L'EXPERT



Film d'action - Etats-Unis - 1994
Avec Sylvester Stallone, Sharon Stone, James Woods, Rod Steiger, Eric Roberts
May Munro n'a qu'une idée en tête depuis des années : venger la mort de ses parents, assassinés sous ses yeux alors qu'elle était enfant. Elle demande à Ray Quick, ancien membre des services spéciaux américains, de l'aider...

TÉLÉVISION

TF1

22.30 Vendredi, tout est permis avec Arthur



Saison 11 - VTEP 6

Présenté par Arthur

Comme toujours, Arthur va démontrer que le Vendredi, tout est permis ! L'animateur va ainsi faire danser, chanter, mimer et improviser ses invités. Pleins d'entrain, ils se prêtent de bonne grâce au jeu, relevant des défis parfois fous, comme ceux du «Décor penché» (une scène inclinée à 50%) ou du «In the Dark» (Arthur raconte un scénario que les invités doivent jouer dans le noir).

6

20.10 NCIS



Série policière - Etats-Unis - 2024
Saison 21 - Episode 7/10

- La conspiration
Avec Sean Murray, Wilmer Valderrama, Katrina Law, Diona Reasonover
Leon Vance se recueille sur la tombe de sa femme. Son fils arrive et une dispute éclate entre les deux hommes. Soudain, Vance s'effondre au sol, blessé par balle. Alors qu'il est emmené à l'hôpital, Parker et son équipe cherchent à mettre la main sur leur suspect.

CANAL+

21.57 Canal Champions Club le debrief



Entouré de son équipe de consultants et de chroniqueur, Hervé Mathoux revient sur les moments forts de la finale de la Ligue des champions qui s'est déroulée au stade de Wembley, à Londres. Outre les buts et les plus belles actions, ils commentent également le moment émouvant de la remise de la coupe au vainqueur. Les envoyés spéciaux proposent des réactions des joueurs et des entraîneurs.

10.26 Coach Hakim
10.33 Greta Gerwig, la vie en rose
11.29 Le cercle
12.21 En aparté
12.58 Canalissime
13.19 Hot Ones
13.49 Avant-Match Top 14
14.00 Rugby : Top 14
16.00 Rugby : Top 14
17.59 Canal Rugby Club 1re partie
18.53 Canal Champions Club
20.00 Ligue des champions

PLANETE +

08.31 Les secrets de l'Arche d'Alliance
10.03 La Frontière : à la conquête de l'Ouest
11.42 Beat Generation
12.37 Chez Frida Kahlo
13.39 Joan Miró, le feu intérieur
14.31 Paul Durand-Ruel, le marchand des impressionnistes
15.28 La guerre d'Hollywood 1939-1945
16.48 Les secrets de l'Arche d'Alliance
18.23 American Pickers, la brocante made in USA

TFX

07.25 Signé Cat's Eyes
08.55 Cleaners les experts du ménage
18.00 Secret Story, l'After
19.05 Secret Story, la quotidienne
20.00 Petits plats en équilibre
20.05 Chroniques criminelles

NRJ

08.30 Les secrets du paranormal
13.30 Mon oncle Charlie
19.00 Young Sheldon
21.20 Mon oncle Charlie

W9

09.10 Absolument stars
10.40 Le hit W9
11.50 FBI
Série policière - Etats-Unis - 2018
Saison 1 - Episode 1/22



Avec Missy Peregrym, Jérémy Sisto, Ebonee Noel, Sela Ward
16.10 La petite histoire de France

10 PREFERENCES



Donald Trump jugé coupable au pénal



Donald Trump a été reconnu jeudi coupable à son procès pénal à New York, une première pour un ex-président américain et un séisme pour le milliardaire qui se dit «innocent» et entend retourner à la Maison Blanche.

Ce verdict historique, aux conséquences politiques imprévisibles, n'empêchera pas le républicain d'être candidat à la présidentielle du 5 novembre face au démocrate Joe Biden, même en cas de condamnation à de la prison.

Cette peine sera prononcée le 11 juillet par le juge du tribunal de Manhattan, Juan Merchan, quatre jours avant la convention du Parti républicain qui doit investir Donald Trump comme candidat des conservateurs américains.

En attendant, il reste libre. L'un de ses avocats, Todd Blanche, a annoncé sur CNN un «appel dès que possible», au plus tôt après le 11 juillet.

Irak : huit exécutions par pendaison pour «terrorisme»



Les autorités irakiennes ont exécuté huit personnes condamnées à mort pour «terrorisme» et appartenance au groupe jihadiste Etat islamique, dans le sud de l'Irak, ont indiqué vendredi des sources de sécurité et médicale.

Une source de sécurité dans la province de Zhi Qar a déclaré à l'AFP que huit Irakiens «condamnés pour terrorisme et pour appartenance au groupe Etat islamique avaient été exécutés par pendaison» dans une prison de Nassiriya. Une source médicale locale a confirmé avoir reçu dans un établissement de santé les corps de huit personnes exécutées.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

L'Arabie Saoudite annonce vendre des actions Aramco



L'Arabie saoudite compte mettre sur le marché quelque 1,5 milliard d'actions du géant pétrolier Aramco, représentant 0,64% du capital, avec plus de 10 milliards de dollars de recettes attendues, ont annoncé le gouvernement et le groupe jeudi dans un communiqué.

Il s'agit de la deuxième vente d'actions sur le marché depuis l'entrée en Bourse d'Aramco en décembre 2019, la plus grosse

opération de ce type de l'histoire. Elle avait rapporté 25,6 milliards de dollars, pour 1,5% du capital. La nouvelle vente, qui devrait être comprise entre 26,70 et 29,00 rials saoudiens par action (7 à 7,70 dollars), doit être lancée dimanche. C'est moins que les 29 rials que valait jeudi l'action, qui évolue à son niveau le plus bas depuis plus d'un an.

Les actions seront proposées à des investisseurs institutionnels

locaux mais également étrangers, précisent le gouvernement et le groupe. Un dixième des actions «seront proposés à des investisseurs de détail».

Il s'agira d'un test majeur pour l'attractivité du groupe pétrolier sur la scène financière internationale. En cas de forte demande, la vente pourrait atteindre jusqu'à 0,7% du capital d'Aramco, dont le gouvernement détient actuellement 82%, et le fonds souverain saoudien 16%.

Renault crée sa coentreprise de moteurs thermiques avec le Chinois Geely

Renault et le géant chinois Geely ont annoncé vendredi le lancement officiel de leur coentreprise dédiée aux moteurs thermiques, Horse. Après l'approbation des «autorités compétentes», les partenaires ont annoncé, dans un communiqué, la création de «Horse Powertrain Limited», dont le siège social est basé à Londres, au Royaume-Uni, et qu'ils détiennent chacun à 50%. Horse va concevoir, produire et vendre des moteurs, transmissions ou batteries pour les voitures thermiques et hybrides, qui représentent encore la quasi-totalité des ventes hors d'Europe et de Chine.

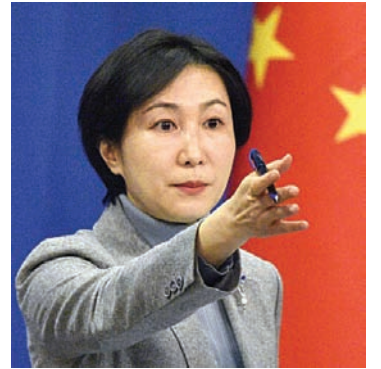
La direction générale de Horse a été confiée à Matias Gianini, un ancien du groupe Continental, tandis que la présidence du Conseil d'administration est assurée par Daniel Li, le directeur général de Geely Hol-



ding. Horse compte environ 19.000 salariés sur 17 sites de production et 5 centres de recherche, pour 15 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel prévisionnel. Renault et Geely lui ont transmis la propriété intellectuelle de leurs moteurs. Avec ce projet, Renault Group

(106.000 salariés) et Geely (130.000 salariés) bénéficieront tous deux d'un effet d'échelle immédiat et d'une meilleure couverture du marché», soulignent les partenaires. Ce partenariat fait suite au détricotage de l'Alliance de Renault avec Nissan et Mitsubishi.

Sommet sur l'Ukraine en Suisse : Pékin juge «difficile d'y participer» en l'état

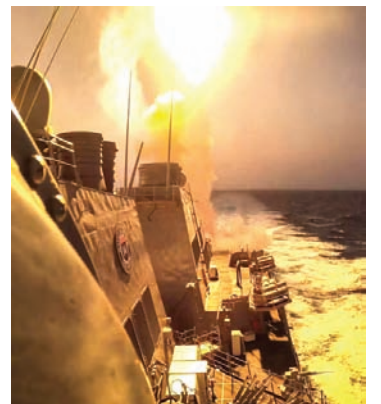


La Chine a estimé vendredi qu'il lui serait «difficile», dans les conditions actuelles, de participer au Sommet pour la paix en Ukraine prévu en juin en Suisse. «Il existe un décalage évident entre d'un côté les dispositions prises pour la conférence et de l'autre les demandes de la Chine et les attentes générales de la communauté internationale, ce qui rend difficile la participation de la Chine», a déclaré Mao Ning, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

La Chine se dit officiellement neutre dans ce conflit mais n'a jamais condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 et a accueilli le président russe Vladimir Poutine sur son sol à plusieurs reprises depuis le début de la guerre. Pékin appelle régulièrement au respect de l'intégrité territoriale de tous les pays (sous-entendu l'Ukraine comprise) mais exhorte aussi à prendre en considération les préoccupations de sécurité de la Russie.

Permettre la participation égale de toutes les parties et une discussion juste de tous les plans de paix», a indiqué Mao Ning vendredi lors d'un briefing de presse régulier. «Sinon, la conférence pourra difficilement jouer un rôle substantiel dans le retour de la paix», a-t-elle ajouté.

Des frappes américaines et britanniques au Yémen font 16 morts



Les forces américaines et britanniques ont mené dans la nuit de jeudi à vendredi des frappes aériennes au Yémen contre des positions des rebelles houthis, qui ont fait 16 morts et une trentaine de blessés selon la chaîne de télévision des houthis. Ces frappes conjointes ont été menées contre 13 sites des Houthis, afin de prévenir de futures attaques de ces rebelles soutenus par l'Iran, a affirmé le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom).

«Les forces britanniques ont participé à une opération conjointe avec les forces américaines visant à miner les capacités militaires des Houthis qui continuent de mener des attaques contre le transport maritime international en mer Rouge et dans le golfe d'Aden», avait auparavant indiqué le ministère de la Défense dans un bref communiqué.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

SPORT ET ALIÉNATION

Le décès mardi d'un jeune supporter dans un stade à Mostaganem pose une série de questions à laquelle il est impossible de trouver une réponse satisfaisante. Trouver la mort dans un besoin de vie, sinon de détente et de délasserment est la face d'un sort dramatique pour se demander en quoi et pourquoi le football s'est couronné d'une déification dans le monde entier. Il n'est pourtant qu'un jeu, mais cependant brasseur de milliards pour s'être investi en industrie et porteur d'une multitude de folies humaines pour confirmer une colossale aliénation. Le curieux aura dont il s'est vêtu a des similitudes avec les anciennes arènes romaines. Le félin a pris l'apparence de l'homme pour qu'il aille

s'enivrer dans les tribunes des stades à la recherche d'une contenance qu'il ne trouve pas dans les différents terrains de la société.

Le hooliganisme s'est arrogé une bonne place dans les dictionnaires, mais les sciences sociales ont de la peine à lui trouver une juste définition sinon à lui attribuer un sens évasif de la culture de la violence montante.

Des footballeurs bénéficient d'un renom et d'une célébrité qui ne sont pas accordés à tous ceux qui ont apporté des biens et des progrès fantastiques à

l'humanité et qui ont par leurs découvertes et leurs inventions donné un sens au génie.

Mieux, le football plus que tout autre sport s'est transformé en arme politique et les politiques du monde entier s'en servent avec gaité de cœur dans un marchandage opérant.

Opium du peuple dit-on. Drogue semblable à toutes les autres devenue corvéable permettant l'évasion humaine face aux inconvénients de l'existence. On fait avec en baignant dans le paradoxe, parfois avec passion démesurée et violence pour imposer la présence.

Le football en particulier n'est plus le catalyseur de la concorde et de l'entente et l'essentiel de son suc est aux confrontations violentes.